journal d'action communiste

le système capitaliste est en crise LES TRAVAILLEURS NE PAIERONT PAS!



Lieuwan arouteges seasons (LASSA)

le système capitaliste est en crise les travailleurs ne paieront pas



La « Grandeur » capitaliste française s'écroule ; la stabilité n'était qu'un mirage, le régime une caricature.

Mai d'abord, la débacle du système monétaire international ensuite ébranlent le système. Le Bonaparte a beau pester, jurer, invectiver, les problèmes monétaires risquent d'être peu sensibles au verbe du maître, les juguler n'est pas si facile.

La bourgeoisie n'a plus confiance. Au goût du patronat l'Etat fort ne l'est pas assez, les capitaux s'enfuient car il s'agit cette fois « d'intérêts tout court, et en cette matière pour rationalistes (!) qu'ils soient, les Français [capitalistes] ne se contenteront pas de paroles » (Louis Gabriel Robinet).

Pour desserrer le nœud des contradictions qui l'étouffe, le régime gaulliste ne peut se contenter de mosures économiques. De Gaulle, voulant raffermir les confiances, tente par son discours de rééditer le coup du 30 mai. Mais la monnaie n'est pas le PCF: elle ne s'exorcise pas comme un spectre, en tapant du poing sur la table. Les sursauts de fermeté impuissante sont le lot d'une infantile sénilité: celle du régime autant que celle de son chef.

Sur le plan économique, De Gaulle remobilise l'arsenal classique du salut capitaliste :

L'Austérité en est le mot de passe.

Austérité budgétaire pour commencer. Réduction des crédits, compression de l'impasse. Mais réduire les crédits universitaires, comme il l'annonce, n'est-ce pas renvoyer aux calendes, la réforme Faure présentée comme solution magique à la plaie universitaire? N'est-ce pas raviver à court terme les contradictions sur le front universitaire? Urgence oblige. La loi cadre était déjà un pari douteux sur la docilité des étudiants sérieux; prviée de ses moyens elle devient un mirage susceptible d'aigrir les plus « raisonnables ». Réduire les crédits, c'est aussi ajourner la modernisation de l'équipement, des routes, de l'infrastructure, c'est sauter à pieds joints dans le cercle vicieux.

La réaction de la classe ouvrière constitue donc la grande inconnue qui hante les nuits des ministres. Pour biffer cette inconnue, deux solutions : l'intégration par la participation, ou la répression. Sur la participation, De Gaulle, dans son discours s'est montré discret. Il se contente de regretter qu'elle « n'ait pu remplacer à temps la lutte stérile des intérêts ». Reste la soumission sans combat, la capitulation de la classe ouvrière, ou l'affrontement. L'article du « Figaro » est clair sur ce point : les projets étudiés

« supposent l'adhésion et la discipline de toute la population. A 80 % la réussite dépend du climat psychologique... C'est la politique de la dernière chance. En cas d'insuccès, il ne resterait plus que la dévaluation sauvage ou le repli à l'intérieur de nos frontières. »

De Gaulle, lui, glisse sur le problème, mais s'apesantit sur les solutions : « on ne peut douter que l'ordre soit désormais maintenu » ; il sera désormais mis fin « dans nos facultés et nos écoles, dans les rues de nos villes et sur les routes de nos campagnes, aux agitations et exhibitions, aux tumultes et aux cortèges ». La bourgeoisie a compris que pour se rétablir elle doit briser toute résistance et pouvoir prendre en toute quiétude ses mesures « draconiennes ».

Dans cette perspective, l'évolution du régime est un jeu. S'il ne peut intégrer les organisations ouvrières il sera tenté de les briser. Qu'adviendra-t-il des droits syndicaux ? Les couches politisées superficiellement.

Le pendant de l'austérité budgétaire, c'est le blocage des salaires. Chacun doit y mettre du sien. De Gaulle l'annonce en termes galants et dissimulés : « sans revenir sur l'accroissement des rémunérations tel qu'il a été fixé au printemps [voire !] nous refusons d'imposer, à ce titre, à notre économie des charges nouvelles, dès lors qu'elles l'empêcheraient de redevenir vigoureuse et concurrentielle. » En clair, et cruement, ça veut dire : « ceinture, prolétaires, et au labeur ! » Le « Figaro », plus direct, le proclame : « rémunération : progression freinée », et encore : « pour les salaires, de gros sacrifices seront nécessaires. »

Donc, ni magie ni miracles, les emplâtres d'antan. Par les augmentations de salaires de mai le coût de production des capitalistes a augmenté. Ils doivent y remédier d'une façon ou d'une autre : car au travers des bénéfices les investissements sont rognés, et à terme leurs capacités concurrentielles sur le marché international compromises. Pas de miracle donc. L'exploitation demeure le fin mot : la classe ouvrière paiera ! Mais paiera-t-elle ? C'est là le hic et le vrai problème.

Pour répondre aux contradictions économiques, De Gaulle prend des mesures de routine. Elles ont fait preuvre. Elles peuvent colmater les brèches. A condition que tout le monde y mette du sien. Reste une inconnue : la réaction de la classe ouvrière, des étudiants, des miltiants de mai. Le problème est donc politique, il sera tranché sur le terrain de la lutte des classes. Si les moutons se laissent tondre, les

capitalistes se renflouent. S'ils regimbent, le régime ébranlé risque de tomber en mai et décues par la veulerie des forces démocratiques, les chômeurs, dont le nombre s'accroit, ne seront-ils pas appelés à fournir la piétaille d'une solution désespérée glissant au fascisme.

Face au discours provocateur de De Gaulle, il n'y a pas de juste milieu, il n'y a pas de place pour le louvoiement : il faut soit capituler sans combat, soit riposter sur le terrain de la lutte des classes. Ceux qui contemplent la situation objective et s'interrogent sur l'évolution des contradictions capitulent. Ceux qui invoquent la démocratie et ne font rien, capitulent.

La situation n'évoluera pas, les contradictions ne se dénoueront pas indépendamment de notre réponse. Cette réponse constitue aussi un élément objectif de l'évolution future, l'élément déterminant.

Que partout, dans les quartiers, les usines, les lycées, les facultés, se regroupent et se mobilisent les CA. Qu'ils répondent pied à pied au mesures gouvernementales! Qu'ils affichent, informent, expliquent! Qu'ils tiennent meeting aux carrefours, dans les lieux publics.

Tous les militants doivent aujourd'hui se saisir de la moindre étincelle pour créer un foyer de lutte. Après la demi-victoire de mai, la classe ouvrière hésite à repartir au combat. Elle n'est pas vaincue mais doute de ses forces ou du moins de ses organisations. Après le discours de De Gaulle, la bourgeoisie et le prolétariat, sont face à face. La première cherche à hypnotiser le second et à le convaincre de son impuissance. Le moindre accrochage, le moindre affrontement peut être un signal de résistance. Nous devons multiplier ces signaux.

Nous devons nous préparer à répondre dans la rue à la provocation gaulliste, ne pas céder du terrain là où le régime fut ébranlé en mai, à l'ordre policier qu'il entend y faire régner. Chaque preuve de force que donneront les militants révolutionnaires représente un regain de confiance pour la classe ouvrière et la meilleure garantie contre la répression.

Aujourd'hui Johnson félicite De Gaulle et de Gaulle remercie Johnson. On serre les coudes. Et pour cause. La période révolutionnaire qui s'ouvre est internationale. La bourgeoisie essaie d'abord d'y faire front par sa solidarité internationale de classe avant le sauve qui peut et le chacun pour soi. Le monde bourgeois est sur le point de basculer : à nous de précipiter sa chute.

Je	désire	pr	endre	contact	avec	18
réc	laction	de	Rouge	:		

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un Cercle Rouge.

Age Lieu de tra														
Age	 		 	 		 								
100														
Profession														
Adresse .														
Nom	 		 											

une nouvelle période d'instabilité s'ouvre pour le capitalisme

Un vent de panique souffle sur le monde capitaliste : le système monétaire international menace de s'effondrer et d'entraîner dans sa chute le régime lui-même. L'affolement gagne la bourgeoisie, les réunions se succèdent, les journaux bourgeois reflètent l'incompréhension de leur classe devant l'ampleur du phénomène. La crise est à l'ordre du jour.

Il n'est pas possible d'expliquer ici les causes profondes de la crise : contentons-nous de décrire le cadre dans lequel se situe le problème.

Près de 20 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, les rapports de force entre les divers secteurs · nationaux - du capitalisme se sont profondément bouleversés. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le capitalisme américain était le seul qui sortait de la guerre puissant et renforcé. Toutes les autres bourgeoisies avaient vu leur potentiel productif, soit lourdement atteint, soit complètement détruit. Le système monétaire international s'édifiait sur cette base, de prépondérance américaine, avec le dollar comme axe central. Quelle est aujourd'hui la nouvelle structure des rapports de force économiques? Nous l'avons déjà indiqué dans « Rouge » numéro 4 : d'une part, un axe dominant, l'impérialisme américain, a la puissance économique surévaluée, a l'expansion inflationniste. D'autre part, un axe montant, formé de l'Allemagne, et, dans une moindre mesure, de l'Italie et du Japon - entre les deux, des chainons faibles : principalement, l'Angleterre et la

Les rapports de force économiques se mesurent essentiellement en terme de productivité sociale moyenne du travail, c'est-à-dire en fonction du temps de travail social moyen nécessaire à la production d'une unité de chacun des principaux biens. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ce temps de travail a évidemment, en moyenne, décrû (la productivité a augmenté), dans les principaux pays, mais (et c'est là le point décisif) cette décroissance s'est opérée avec des rythmes différents selon les pays : par exemple, plus rapidement en Allemagne qu'en Angleterre ou en France. Cela signifie que les rapports de valeur entre les différents secteurs « nationaux » du .capitalisme, se sont trouvés bouleversés et ce, selon l'échelle indiquée au paragraphe précédent. Les rapports entre monnaies nationales auraient dû « reflèter » l'évolution des rapports entre valeurs, l'évolution des rapports entre les productivités sociales moyennes dans les différents pays. En fait, il n'en a été ainsi que dans une très faible mesure : et, précisément, ce « décalage » entre, d'une part, les rapports économiques réels, et, d'autre par, la forme monétaire de ces rapports, est une des causes principales de la crise d'aujourd'hui.

Ce « décalage » a été possible, pour une bonne part, du fait du refus obstiné des bourgeoisies atteintes (principalement anglaise et américaine) d'entériner, d'accepter le bouleversement des rapports de valeur; les Etats-Unis se refusent, aujourd'hui encore, à dévaluer; la Grande-Bretagne, elle, a dévalué, il y a près d'un an, mais d'un taux nettement insuffisant.

Cette obstination se comprend aisément. Les monnaies anglaise et américaine occupent une position dominante dans le système monétaire international et cette position procure aux bourgeoisies de ces pays de gros avantages financiers et commerciaux, qu'une dévaluation réduirait considérablement. Par ailleurs, les balances des paiements de ces pays (Etats-Unis et Angleterre) sont systématiquement déficitaires depuis des années : tout autre pays, placé dans cette position, aurait dû dévaluer depuis longtemps. Les bourgeoisies anglaises et américaines ont pu, pendant des années, éviter cette mesure, précisément parce que leurs monnaies respectives (Livre et Dollar) sont acceptées comme base du système monétaire international, comme monnaie de réserve internationale. Ceci est surtout vrai pour le dollar : alors que tout autre pays aurait dû rembourser ses dettes extérieures en or ou en devises étrangères, il suffisait aux Etats-Unis, pour combler leur déficit extérieur, de faire marcher la « planche à billets » et de payer, tout simplement... en papier, en dollar imprimé, dollar accepté partout précisément parce qu'il est la base du système monétaire international. Cela signifie, très simplement, que l'ensemble des capitalistes, ont fait et font un « crédit gratuit » aux capitalistes américains : il y a ainsi, du fait du déficit systématique de la balance des paiements américaine, des milliards de dollars en circulation de par le monde. C'est dans ces conditions que le « décalage » décrit plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) a pu se maintenir et s'aggraver.

Les dollars en circulation (et, d'ailleurs, en général, toutes les monnaies) sont d'autant plus nombreux que l'ensemble du monde capitaliste (et, tout particulièrement, les Etats-Unis) a, depuis des années, surmonté crise et récession en recourant à des expédients monétaires : en clair, à l'inflation, à l'émission massive de papiermonnaie et de crédit, pour « dopper » l'économie. Dès lors, encore une fois, le « décalage » dont nous parlions plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) s'est, non seulement maintenu, mais s'est extraordinairement démultiplié et am-

Cette politique a permis, pendant des années, de repousser les échéances tout en aggravant par ailleurs la crise latente. Aujourd'hui, c'est le terme. Et la question est toute simple : ces milliards de dollars, ces livres en circulation, il va falloir « les payer »

un jour. Qui les payera? Les capitalistes des différents pays essaient de se repasser le « fardeau » : il ne s'agit plus seulement de « mettre à jour » une situation : il faut aussi payer « l'arriéré ». Et on ne trouve de par le monde aucune bourgeoisie (qui s'en étonne?) prête à prendre en charge cet

Dans cette situation éminement instable de la chaîne impérialiste, les chainons les plus faibles cèdent les premiers. Il y a près d'un an, l'Angle-terre dévaluait. Aujourd'hui, c'est le franc qui est menacé : les causes de cette situation sont décrites par ailleurs. Retenons ici que l'acharnement de la bataille à la réunion de Bonn s'explique par le fait que, derrière les problèmes de parité monétaire, se pose en fait le problème du par-tage du marché mondial. Retenons surtout que, derrière le problème de la dévaluation française se pose le problème de la survie du systètème capitaliste lui-même. En effet, une dévaluation française assez forte, conférant des avantages exceptionnels aux exportateurs français, accentuerait les difficultés de la balance des paiements britannique, forçant l'Angleterre, à terme, à une dévaluation. Pour des raisons identiques, la double dévaluation anglaise et française entrainerait tôt ou tard une dévaluation du dollar américain. Il s'ensuivrait un désordre monétaire généralisé, l'élévation des barrières douanières et le protectionnisme, le retrécissement rapide du marché mondial, la récession partout.

Avant même qu'un tel processus d'ensemble soit enclenché, le « cassage » de l'expansion s'organise. Le gouvernement anglais impose à son peuple de nouvelles mesures « d'austérité ». Le gouvernement français fait de même et l'écrasement du niveau de vie de la classe ouvrière française sera démultiplié par la tentative désespérée d'éviter la dévaluation. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une tentative : la dévaluation du franc demeure probable, à terme.

Des jours sombres attendent le capitalisme. La bourgeoisie essayera — essaye déjà! — de rejeter le poids de ses contradictions sur la classe ouvrière. La tâche des révolutionnaires est d'expliquer partout quels sont les intérêts de la bourgeoisie, quels sont les intérêts des travailleurs, et en quoi ils divergent radicalement. La tâche des révolutionnaires est d'organiser partout la riposte à l'offensive capitaliste : que la bourgeoisie supporte elle-même les conséquences de sa propre crise l

LA BOURGEOISIE DEFEND SA MONNAIE, SES MARCHES, SES PROFITS!

LE PROLETARIAT DEFEND SES

qu'est-ce qu'une dévaluation?

Une dévaluation a pour but, sur le plan technique, de favoriser les exportations et de freiner les importations

Pour cela, le Gouvernement peut décider par exemple que le dollar qui vaut officiellement aujourd'hui 5 francs vaudra demain 10 francs et ne sera changé qu'à ce taux par toutes les banques françaises.

Que se passe-t-il dans ce cas?

L'Américain qui avant la dévaluation (on dit aussi avant le changement de parité) pouvait avec 1 dollar acheter l'équivalent de 5 francs de marchandises françaises pourra après la dévaluation acheter avec ce même dollar pour 10 francs de marchandises françaises. Les produits français deviennent ainsi moins chers pour cet Américain et les exportations françaises vers les Etats-Unis sont stimulées.

Le Français lui, avant la dévaluation pouvait acheter aux U.S.A. l'équivalent d'un dollar de marchandise américaine avec 5 francs; maintenant pour acheter cette même quantité, il lui faudra débourser 10 francs. Les produits étrangers sont devenus plus chers, les importations de la France sont freinées.

Une dévaluation ne peut réussir que si les prix français ne se mettent pas à grimper immédiatement après. Dans ce cas, les produits français deviendraient à nouveau difficiles à exporter, et il faudrait recommencer.

Or justement, après une dévaluation les prix français ont tendance à grimper rapidement. En effet, une très grande partie des biens français contiennent des matières ou des produits semi-finis qui sont importés, et la dévaluation a rendu les importations plus chères... Dans ce cas les prix supérieurs des produits importés sont évidemment intégrés aux prix des produits nationaux.

Lorsque les prix grimpent, les salaires suivent plus ou moins, et, très rapidement les produits destinés à l'exportation redeviennent trop chers sur les marchés extérieurs. C'est pour cette raison, qu'une dévaluation est toujours accompagnée de sacrifices. Ceux-ci consistent :

 à bloquer les salaires pour eviter de gréver les coûts de production et donc de rendre les exportations difficiles;

2) à faire semblant de bloquer les prix pour « répartir justement les sacrifices sur les capitalistes et les salariés ». L'expérience prouve que la
police des salaires est toujours plus
efficace que la police des prix. En tout
état de cause, les salaires n'augmentent jamais qu'après que les prix aient
augmenté. De toute les mesures de
politique économique, la dévaluation
est celle qui atteint le plus durement
et directement la classe ouvrière en réduisant fortement sa consommation.

rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien :

pour 1 an 50 F et plus

Tout versement de fonds :

« ROUGE, journal d'action Communiste » C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :

« ROUGE », B.P. 201, Paris-19

COMMENT LES DEPUTES APPRENNENT LEUR METIER...

Quand on s'attaque à l'idéologie bourgeoise, on est toujours tenté de se poser le faux problème : les exploiteurs sont-ils conscients ou non du rôle mystificateur de leur « morale » ?

Dans son rapport sur le budget 69 des services de l'emploi, un godillot du nom de Bolsdé dit sans souciller :

 Le développement des achats à cré-dit qui est indéniablement bénéfique pour l'industrie, sera favorisé si les salariés savent qu'en cas de chômage ou de maladie, ils pourront faire face à leurs engagements grâce aux allocations qu'ils recevront, ou bien que pendant ce laps de temps, leurs obligations seront supprimées.

- C'est d'ailleurs pourquoi, sans atteindre un niveau où elles dissuadent le salarié de poursuivre son activité, il est bon que les allocations de chômage soient suffisantes pour maintenir la consommation de ce-

lui qui a perdu son emploi.

- Bien entendu, l'aspect économique n'est que secondaire et le côté social des actions en faveur des chômeurs est déterminant .

On a bien là le moment carrefour. Car de là naît le discours électoral sur l'Etat défenseur des faibles, sur l'Etat Providence,... Et c'est de là aussi que les godillots toutes pointures tireront l'explication à donner dans les banquets de Chambres de Commerce aux quelques industriels demeurés qui n'auraient pas compris que c'est bien pour eux que le Pouvoir tra-

Le Comité de Rédaction de Rouge s'excuse auprès des correspondants de ne pouvoir publier tous les articles envoyés. Nous disposons d'une place restreinte et nous sommes astreints en conséquence à nous limiter rigoureusement. Mais les contributions non publiées des militants ne sont pas perdues. Classées en dossiers selon les rubriques, elles forment le capital de documentation indispensable à la rédaction des articles ultérieurs.

Nous nous excusons également auprès des lecteurs qui nous envoient des lettres de discussion ou de critique. Ils recevront désormais une réponse individuelle, et nous nous efforcerons d'ouvrir dès le prochain numéro une rubrique « Courrier des lecteurs ».

LETTRE A LA REDACTION

Nous publions cette lettre envoyée à toute la presse ouvrière et démocratique. Pleinement solidaire de Georges Ferre arrêté lors d'une réunion d'un comité d'action étudiants-ouvriers au début juillet, et assigné à résidence depuis, il est soumis à l'arbitraire de l'Etat gaulliste et risque à tout mo-ment de subir une mesure d'extradition. Militant syndicale de nationalité espagnole on peut voir ce que cela veut dire. De même que pour Rutili militant C.G.T. d'Audun-le-Tiche, il faut intensifier une campagne de soutien à Georges Ferre, à tous ceux qui connaissent la répression policière et patronale.

Lettre ouverte à Monsieur le PREFET de la MAYENNE aval, le 10 novembre 1968 RESOLUTION DE LA SECTION SYNDI-CALE DU BRONZE D'ART C.G.T. CONSIDERANT

Que notre camarade GEORGES FER-RE est assigné à résidence surveillée dans le département de la Mayenne depuis le 18 juillet 1968.

· Que la mesure qui le frappe est arbitraire

- Que sa situation professionnelle et morale lui portent depuis plusieurs mois un préjudice intolérable.

Qu'il doit être au plus tôt mis fin à sa

situation irrégulière et que vous devez au plus tôt veiller à ce que lui soient rendus ses droits les plus élémentaires de citoyen Ses amis, réunis ce jour-autour de lui, dans le département de la Mayenne, exi-

gent qu'il retrouve les conditions de vie et les droits qui étaient les siens avant l'arrêté arbitraire auquel il est toujours as-

Nous restons attentifs à la décision que prendrez et qui déterminera pour nous la suite de notre action.

Pour la Section Syndicale du Bronze d'Art C.G.T., le secrétaire, CLABAUT.

la conférence jeune de la c.g.t.



Paris, 9-10 novembre. La C.G.T. réunit 1 000 jeunes, le Bureau confédéral, la Commission administrative, les responsables jeunes des U.D. Substitut au - Festival de la jeunesse - prévu en mai, la direction lui accorde toutes les attentions de

LA C.G.T. EN MAL DE JEUNESSE

Caen, Le Mans, Redon... les débordements prenaient une allure répétitive que semblait goûter avec une familiarité croissante les fractions jeunes incontrôlées. 8. les débordements font place au débordement. Par centaines, les jeunes travailleurs accourent aux barricades. participent aux manifestations gauchistes, prennent l'initiative de lancer la grève sans attendre l'avis des états-majors, viennent respirer l'air des comités d'action. La propagande anti-gauchiste, les menaces, semblent peu efficaces. La C.F.D.T., à la bureaucratie plus neuve, donc plus souple, puise dans cette jeunesse combattante des forces nouvelles.

Au P.C.F. et à la C.G.T., les états-majors s'indignent, s'affolent. Il faut prendre une initiative, mais pas dans n'importe quelle condition. Etait prévu le Festival de la jeunesse, il est annulé en attendant des jours plus calmes et partant meilleurs. Il faut · laisser les jeunes à leur poste de combat », dit le Bureau Confédéral. Car nul besoin d'être prophète, Séguy suffit largement, pour prévoir que s'ils quittent ce poste un moment, les jeunes ne le feront pas pour chanter les louanges de leur direction.

Novembre, ciel moins nuageux, l'opération conférence nationale peut être lancée.

LA PREPARATION

L'opération est lancée mais se heurte d'emblée à l'extrême bureaucratisation, à l'immobilisme de l'appareil national. La direction confédérale voulait une grande kermesse publicitaire; à la base, c'est souvent le chuchottement ou l'oubli. Dans bien des bureaux d'U.D. se perdent les textes préparatoires, surtout là où l'on subodore du gauchisme.

Dans bien des endroits, les responsables jeunes ne se souciaient qu'au dernier moment de trouver des délégués, qui furent non pas élus par des assemblées de jeunes, mais choisis par l'appareil.

Souvent, ce sont des militants sans aucune expérience, à qui l'on faisait miroiter les avantages d'un voyage à Paris qui vinrent de Province... dans une U.D., un militant venu simplement s'informer reçoit quelques minutes plus tard son billet pour Paris.

De toutes façons, ce ne sont pas les délégués qui ont voix au chapitre, mais les responsables « jeunes des U.D. », souvent permanents virant sur la cinquantaine qui ne liront qu'un rapport stéréotypé.

LA CONFERENCE

Ainsi préparée, la conférence ne pouvait qu'être une cérémonie en l'honneur de la jeunesse, et non une réunion préparant les luttes. Ce n'était pas une assemblée des représentants des jeunes, venus élaborer des perspectives de combat, mais un rassemblement de jeunes à qui l'on administrait les propositions du bureau confé-

Le rapport introductif de Moynot n'apporta pas de grandes révélations : l'analyse du mouvement de Mai, le rôle des jeunes, les acquis de Grenelle (que les gauchistes oublient), le rôle des jeunes dans la lutte

Les propositions : constitution d'un centre confédéral de la jeunesse, création systématique de responsables jeunes au niveau départemental et local, chargés de s'occuper particulièrement des problèmes jeunes. Un bulletin imprimé pour les jeunes sortira.

Quant aux initiatives de ce centre, elles sont bien maigres : organisation des loisirs. des vacances, des sports, rapports avec les jeunes des autres pays, liaisons fraternelles avec la J.C. et la J.O.C. Des écoles syndi-

La seule perspective d'action : une semaine revendicative du 13 au 18 janvier... mais dont il n'est pas question de faire une semaine de lutte.

Un point nouveau est abordé : l'enseignement technique (il faut contrer les gauchistes qui s'y implantent) et la formation professionnelle. La C.G.T. se préoccupera désormais des apprentis qui pourront se syndiquer; elle soutiendra la Fédération des Elèves des Collèges Techniques (F.E.C.T.).

Quant à l'éducation permanente, elle fait l'objet d'un projet de loi discuté à la conférence.

LA DISCUSSION

On avait promis aux délégués un jour et demi de discussions. En fait, la discussion se réduit aux interventions successives des responsables « jeunes » des U.D., qui l'un après l'autre, montent à la tribune, et se déversent généreusement des flots d'auto-satisfaction : partout, la C.G.T. grandit, partout les jeunes la rejoignent, les propositions du bureau confédéral correspondent exactement à ce qu'attendent

Il n'y aura que deux fausses notes dans ce concert : un militant de chez Renault-Billancourt, et un militant du livre qui critiquent l'attitude des directions en Mai de manière peu judicieuse et emballée, qui provoque l'incompréhension et l'hosti-

Après 48 orateurs (75 étaient inscrits), on arrête la « discussion ». La salle approuve visiblement pas captivée par le ronronnement des discours : le président a dù souvent demander le silence.

On vote le « projet de loi », un appel à la jeunesse, qu'avait rédigé des commissions n'ayant même pas participé aux « débats ». Sept délégués votent contre.

Puis, on annonce, telle la vedette finissant un programme, « celui que nous attendons tous, le prestigieux Georges

Debout, la salle acclame, les confettis, distribués à l'avance, pleuvent. C'est la détente, après deux jours d'ennuis et d'inintérêt qui ont pesé sur la salle.

Séguy, lui non plus, n'innove pas pendant les quarante minutes où il parle. C'est une fois de plus des « grandes conquêtes » de Mai qu'il est question ; les « gauchistes » sont pourfendus à plusieurs reprises ; un passage sur l'unité que les jeunes recherchent, une exhaltation de la C.G.T.

Cependant, dans la salle, tout au long du discours, on entend un froissement de papier, l'« Huma-Dimanche » que l'on transforme en confettis, pour le déverser dès que les applaudissements crépitent.

Le bilan de la conférence est donc bien mince : il prouve l'incapacité de la direction à répondre aux problèmes de la jeunesse ouvrière.

La direction a compris qu'elle devait combler le vide de son travail jeune, mais elle se heurte aux limites de sa propre ligne politique. Si elle veut regagner la confiance de la jeunesse ouvrière, la C.G.T. doit organiser des luttes; offrir des perspectives contre l'accroissement du chômage, qui touchent les jeunes.

Mais engager une telle bataille, même de manière parcellaire, implique dans le climat qui reste tendu, la possibilité d'un débordement. Aussi apparaît-il plus prudent de ne rien faire. Mais dès lors, comment espérer regrouper des jeunes travailleurs qui n'adhèrent pas à un syndicat à cause de son étiquette, mais pour se battre?

La C.G.T. a tenté de trouver une troisième voie, en faisant de son travail jeunes, celui d'une nouvelle J.C. organisant loisirs, bals et voyages.

Mais pas plus que la J.C., cette opération ne peut réussir. Les militants les plus conscients politiquement, ceux qui veulent prendre des initiatives, seront écœurés par la perspective boy-scout des activités C.G.T.; ce sont les couches les moins avancées, mais aussi, celles qui sont le moins capables d'animer un travail.

Ce n'est pas ainsi que pourra se constituer l'organisation syndicale.

La poursuite de cette politique n'aboutira qu'à la transformation des commissions de jeunes en une nouvelle J.C. qui connaîtra vite le même sort. QUE FAIRE?

Cela ne signifie pas que les militants révolutionnaires doivent se détourner de la C.G.T. et de ses commissions jeunes.

Des centaines de milliers de jeunes ont adhéré à la C.G.T. et continuent d'accepter sa direction, non forcément par condition, mais parce qu'ils ne voient pas d'autre perspective.

Si les commissions jeunes, animés par les bureaucrates, connaissent un échec, il est possible de les faire fonctionner autrement. En particulier, la question de la formation a été posée à la conférence... il faut se battre pour la mise en application de cette mesure.

Les commissions de jeunes ont l'avantage de regrouper, par dessus les découpages bureaucratiques, et parfois même d'établir des liens entre les entreprises, elles peuvent devenir des centres de discussion, où les jeunes viendront plus nombreux qu'à des regroupements extérieurs (type C.A.) qui sont d'emblée dénoncés comme « gauchistes ». C'est donc une tâche, chaque fois que c'est possible de les animer, d'organiser des débats, non seulement sur les problèmes jeunes mais aussi sur les revendications à mettre en avant, la manière de se battre dans l'entreprise, la stratégie des luttes, les problèmes internationaux, etc.

Dans la passivité générale des syndicats, il est probable que les militants qui veulent continuer, qui se posent des problèmes, viennent à ces discussions et s'y expriment.

C'est le rôle des militants révolutionnaires d'y intervenir de manière responsable, pour apporter des solutions aux problèmes de ces militants, les former, éventuellement, si c'est possible les aider à trouver des perspectives pour leur travail.

Pour se faire connaître, ROUGE n'a fait de publicité que par voie d'affiches. Or, une affiche se colle, et, pour la coller, il faut un militant au moins; il n'y en a pas partout, hélas. Lecteur, voici quelques moyens d'aider ROUGE à élargir son audience:

— chaque fois que tu passes devant un kicsque, un marchand de journaux, arrête-toi si tu en as le temps, demande ROUGE et, s'il n'est pas affiché, fais en sorte qu'il le soit.

— si ce débitant est démuni de ROUGE, qu'il n'en reçoive pas ou qu'il ait été dévalisé, laisse des exemplaires en dépôt si tu estimes que le point de vente est intéressant.

— si tu disposes d'un seau, d'une brosse, de colle Rémy et de loisir mais pas d'affiches, écris-nous pour en avoir, ou bien, profitant des leçons de la Révoluiton Culturelle, concocte toi-même des affiches murales.

A partir du numéro 4, les N.M.P.P. diffusent 15.000 exemplaires — au lieu de 10.000 précédemment. Leur système de répartition est encore imparfait : lecteur, c'est un devoir militant que d'alder à l'améliorer.

la crise de l'industrie automobile



(leurs affaires et les nôtres)

La grève de mai-juin a pris son véritable départ avec l'entrée dans la lutte de Renault. La grève s'est durcie avec le rejet des accords de Grenelle dans l'île Séguin chez Renault. La grève s'est terminée avec Citroën qui pour la première fois depuis longtemps, menait un combat acharné.

Si c'est là que cela a commencé, si c'est là aussi que ça s'est terminé, ce n'est pas par hasard. LEURS AFFAIRES...

1) LES PROFITS BAISSENT.

Depuis quelques années le secteur automobile est malade. Que ce soit Renault, Simca, ou dans un cas extrême Citroën, tous portent les stigmates de la même maladie : la baisse prononcée de leur marge bénéficiaire (1).

Le profit, c'est le seul but des capitalistes mais c'est aussi le moyen d'en faire plus. La baisse des taux de profit révèle donc une profonde crise dans ce secteur, crise apparue lentement, de façon bénigne au début, et qui depuis quelques temps s'aiguise.

Les raisons sont simples. Le marché de l'automobile est un marché à vocation mondiale. Pour vendre à moindre coût, il faut produire beaucoup, et pour produire beaucoup, il faut espérer vendre beaucoup. L'ouverture des frontières du Marché Commun a relancé la guerre sans merci des monopoles. Ceux qui étaient les plus forts ont écrasé les plus faibles (2). D'autres ont essayé de s'adapter grâce à une politique agressive de vente, essais d'intégration des ouvriers, afin de maintenir, de développer les taux de profit (3). C'est le cas de Fiat dont l'expansion continue, en fait maintenant un géant aux dents longues d'autant plus longues qu'il est non seulement nécessaire, mais impérieux pour lui de quitter son Italie natale pour envahir l'Europe. Quand un marché est - désiré - la seule façon de s'y prendre, c'est d'attaquer. Se mettre sur la touche c'est ne pas développer (ou moins vite que les autres) sa production, c'est donc aussi ne pas

 La marge bénéficiaire est le rapport entre les bénéfices nets d'impôts et le chiffre d'affaires (total des ventes dans une année).

(2) Le marché allemand est contrôlé à 40 % par Ford et General Motors. L'Angleterre à 60 %, le Marché commun à 22 %.

(3) Voir - Rouge - nº 4 - Participation, politique des revenus et exploitation des travailleurs -.

introduire des améliorations techniques (4), coûteuses dans un premier temps, mais qui ont pour résultat d'amoindrir les coûts, donc de rendre plus compétitif; c'est pourquoi « mourir » plus ou moins vite, inexorablement. (La · mort · prenant un visage très particulier : absorption fusion — cf Citroen ou modification très profonde des structures). C'est « mourir » car les conséquences sont : baisse des profits, manque de possibilités de financement interne pour contre-attaquer, rebaisse des profits etc. C'est ce qui s'est passé à des degrés divers pour l'industrie automobile française.

Des difficultés de trésorerie très importantes se sont élevées dès 1960 pour RENAULT. L'épargne brute (qui est grosso modo la masse des profits plus l'argent pour les amortissements finançant le remplacement des machines usées) baisse très fortement. En 1961 il en est de même. Pour financer ses investissements, pour relancer son industrie afin de la rendre compétitive à l'échelle de la Communauté Economique Européenne, RENAULT a dû faire très fortement appel au financement extérieur. Mais dans la mesure où s'endetter coûte cher, RENAULT dès 1962 a dû réduire le montant de ses investissements à ses possibilités de financement interne. La conséquence est simple, RENAULT investit moins que ses principaux concurrents (5), sa productivité augmente moins vite, sa compétitivité s'amenuise, sa marge bé-néficiaire baisse (0,5 % en 1967 contre 3,9 % pour FIAT) ses possibilités de contre-attaquer fléchissent, une grande « réoganisation » devient nécessaire.

(4) Les améliorations techniques importantes, outre qu'elles exigent des quantités énormes d'argent pour les financer, exigent une grande dimension de la production. Par exemple, pour avoir le maximum de rentabilité il faut aujourd'hui produire de 300 000 à 600 000 voitures par an d'un seul modèle dans une usine intégrée. Pour cela, il faut faire un minimum de 10 milliards de chiffres d'affaires par an, seuls Fiat et Volkswagen, en Europe, en sont capables (Renault : 8,4 milliards; Citroèn : 4,7).

(5) Montant des investissements sur le chiffre d'affaires :

Fiat : 9,4 % de 1962 à 1967. Daimler : 8 %-Volkswagen : 7,8 %-Renault : 6,2 %- Chez CITROEN, l'évolution est beaucoup plus marquée. Son profit, (calculé selon des méthodes fiscales permettant beaucoup de « fuites »), serait nul en 1967, sa rentabilité et sa marge bénéficiaire, de même, malgré un grand emprunt il y a quelques années.

SIMCA a vu ses difficultés se résoudre plus tôt en se faisant absorber par la firme américaine CHRYSLER.

Cette recherche d'une meilleure productivité, sans en avoir les possibilités adequates (pas assez de moyens de financement), a entraîné une pression sur la masse salariale, une accélération accrue des cadences de 1962 à 1968. De 1962 à 1964, la masse salariale a faibli proportionnellement, passant de 49 % de la valeur ajoutée (6) en 1962 à 47,1 % en 1964. Depuis 1966, hormis PEUGEOT, l'industrie automobile n'embauche guère. L'augmentation de la productivité s'est faite de plus en plus par une exploitation plus vive de la force de travail, grâce à une parcellisation de plus en plus poussée des tâches, à la fabrication d'hommes robots exclaves de leur machine, s'adaptant à elle, à son rythme inhumain.

Bref, comme toujours, ce sont les ouvriers qui paient les déboires du capital. La note était trop salée. Elle, et tant d'autres choses ont entraîné Mai.

2) LA LOGIQUE DU CAPITALISME : LA CONCENTRATION

Les affaires semblent aller bien pour les constructeurs depuis la rentrée. Les stocks se sont amenuisés, il faut les remplacer. De fortes commandes sont donc faites. Les perspectives seraient encourageantes. RENAULT n'a-t-il pas dû embaucher 2 500 ouvriers il y a quelques semaines (dont 98 % de travailleurs immigrés pour lancer sa nouvelle chaîne de R6? N'y a-t-il pas 70 000 voltures en retard? L'Etat, qui sait combien peut être éphémère une période de ce genre, n'a-t-il pas fait des cadeaux aux entreprises pour qu'elles investissent, cadeaux payés par nous. Ce que le capital donne d'un côté, il le reprend de l'autre, si nous n'y prenons garde!

Cette aide de l'Etat révèle en fait que les principaux problèmes ne sont pas résolus. Elle n'est qu'une avantpremière. Les problèmes fondamentaux, c'est-à-dire la baisse de la compétitivité, la nécessité d'accroître la productivité et d'augmenter les moyens de financement demeurent. A courte échéance, passée l'euphorie due aux retards dans la production et partiellement à l'augmentation de la demande, ils se reposeront. Déjà l'Etat lance de grandes offensives : la participation! Bon moyen espère-t-il de nous endormir pour nous exploiter davantage.

Mais ça ne suffit pas. L'ouverture du Marché commun a entraîné un processus de concentration irréversible. Les entreprises doivent avoir une grande dimension pour rabaisser leurs coûts, mais pour avoir cette dimension, il faut avoir de très grosses sommes. Or ni Renault, ni Citroën, ni bientôt Peugeot, n'ont ces possibilités et leurs marges bénéficiaires sont très réduites. Etant de moins en moins compétitives, elles ne peuvent résoudre ce problème qu'en se concentrant, ou qu'en ayant une tres forte aide de l'Etat (ce sera peut-être le cas pour Renault).

La concentration est un phénomène inéluctable. D'autant plus que les monopoles américains ont compris qu'il était vital pour eux de mettre le « paquet » en Europe. Par la création de filiales et la prise de participation dans des entreprises européennes, ils veulent contrôler les concentrations des entreprises afin de faire échec à la constitution de grands groupes européens susceptibles de les menacer. Grands groupes qui, par leur taille, pourraient les menacer en fait doublement : d'une part en leur interdisant ultérieurement l'accès du Marché commun, d'autre part sur le marché mondial. Les concentrations de capitaux américains en Angleterre et en Allemagne (Ford, General Motors) font rage. Rappelons les pourparlers (rompus par la suite), au sujet d'une prise de participation des Américains chez Fiat, il y a deux ans; Opel commence à s'installer aujourd'hui à Poissy, et General Motors à Strasbourg.

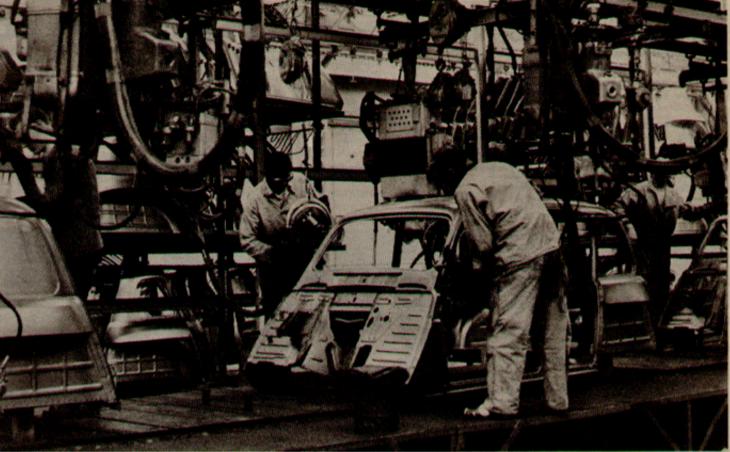


Photo Ethe

Mais il n'est pas toujours de l'intérêt des capitalistes européens de se regrouper directement avec les Américains. La disproportion entre eux est souvent trop grande. Il devient alors préférable pour eux de constituer des grandes unités de production avec d'autres capitalistes européens : les possibilités de participation aux profits futurs s'averant supérieures. Le mariage récent de Fiat avec Citroën en est une preuve. Est-il besoin de rappeler également les accords et prises de participation antérieurs : Citroën-Maserati, Citroën-N.S.U., Renault-M.A.N., Renault-Peugeot, les fusions : Citroën-Panhard, Citroën-Berliet, British-Leyland (9 milliards de francs de chiffre d'affaires). Aujourd'hui 4 entreprises « françaises » contrôlent 98 % de la production du pays de même en Allemagne et en Angleterre; en Italie, Fiat contrôle 80 % du marché italien). Cette concentration, déjà très élevée, est insuffisante lorsqu'on sait que General Motoés fait 100 milliards de chiffre d'affaires annuel et que Ford en fait 55 (rappelons que Renault n'en fait que

ET LES NOTRES...

Mais ceci c'est leur affaire! Le mode de production capitaliste a sa logique interne. Son expansion ne peut se faire que sur notre dos. En se concentrant, le but vital des capitalistes est de nous extraire encore plus de plus-value.

Les conséquences futures (mais pas très éloignées!) découlent directement des buts poursuivis : grâce aux fusions - absorptions ou à l'aide de l'Etat, les capitalistes auront les possibilités financières d'accroître la productivité. Mais accroître la productivité du travail signifie attaquer les conquêtes ouvrières traditionnelles (cf. les ordonnances sur la Sécurité Sociale) rogner celles de mai (cf. l'article de Rouge », nº 1), accélérer les cadences, fermer les usines les moins rentables (7). C'est aussi automatiser, moderniser les équipements, donc remplacer les ouvriers par des machines dans un but très simple : réagir à l'augmentation des salaires par la réduction de la masse salariale (8). Dans les années qui viennent, la réorganisation » des entreprises, leur « restructuration » pour l'obtention d'une meilleure productivité passera par une réduction des coûts en salaire par unité de voiture produite.

Dans un avenir proche, cette réorganisation des entreprises peut se traduire de plusieurs manières :

 soit par des licenciements. N'oublions pas que les licenciements se multiplient chez Citroën depuis la rentrée. Or les licenciement, même s'ils correspondent (soi-disant) à des nécessités d'ordre technique, sont toujours répressifs, car ils s'effectuent sur des critères établis par le capital. Ce n'est pas un hasard si les premières victimes sont les travailleurs qui ont participé le plus activement aux événements de mai-juin.

— soit par des mutations ayant pour but le plus souvent de pousser le travailleur, écœuré par les nouvelles conditions de travail, par les cadences, les réductions de salaire (primes moins fortes), à proposer sa démission. Ces mutations, suivies souvent de démissions, ou encore de licenciements, correspondent à une stratégie claire du patronat : désorganiser l'unité des ouvriers, affaiblir la résistance des ateliers, prévenir toute possibilité d'organisation. Chez Citroën et Simca, cette politique, traditionnelle, s'accentue.

— soit par de très faibles offres d'emploi qualifié sur le marché du travail. Citroën, Renault, etc., ont très peu embauché d'ouvriers professionnels (O.P.) cette année.

— soit, surtout, par une déqualification croissante, par un travail aux pièces, à la chaîne, de plus en plus prononcé, par une parcellisation des tâches plus accentuée, bref par une application généralisée des recherches faites par les capitalistes sur « l'organisation scientifique du travail ». Ceci, dans un but très simple : pour accroître les rendements, l'ouvrier doit devenir, pensent-ils, un appendice de la machine, un robot qu'on rejette quand il est usé.

Pour le travail à la chaîne, les capitalistes recherchent la main-d'œuvre à bon marché susceptible (espèrent-ils), de s'adapter, sans se rebeller, à ces tâches exténuantes, d'être mise facilement à la porte, sans problème. Cette main-d'œuvre à bon marché, ce sont nos camarades émigrés (Citroën 60 %). Mais ceux-ci ont montré en maijuin leur combativité. Cependant, ne bénéficiant pas des mêmes avantages que nous, craignant les expulsions, etc., ils ont besoin de nous. Nos luttes et les leurs doivent être coordonnées. Il n'existe pas de travailleurs français ou immigrés. Il n'y a que des travailleurs exploités.

 soit par une accélération des cadences, déjà infernales.

lci et là, des essais de résistance se manifestent. Le refus des temps imposés commence à se propager. Des actes isolés contre les cadences, on tend à passer peu à peu à une résistance collective (cf. grève des délais Renault). Face à une situation nouvelle, la classe ouvrière commence à trouver de nouveaux moyens de luttes.

Mais, la concentration faisant rage, la stratégie du patronat s'internationalise de plus en plus. Cette solidarité internationale du capitalisme, si nous n'y prêtons pas garde, rendra efficaces les luttes dans l'usine. Qu'on se souvienne de la grève partielle de Renault en 1952 : Volkswagen avait fourni les pièces manquantes, affaiblissant ainsi la lutte des grévistes. C'était un début, cela se propage, et se propagera.

Face à cela, une coordination de nos efforts avec nos camarades européens (et autres) s'impose. Coordination devant être à la base et dans l'action, et non se limiter à des échanges de vue au sommet comme ceux qu'ont pu avoir dernièrement la C.G.T. et la C.G.I.L. (C.G.T. italienne). Devant ces conditions nouvelles, il devient impérieux de coordonner nos efforts... C'en est assez des positions ambiguës de la C.G.I.L. et de la C.G.T. sur la défense des « intérêts français »! Il n'y a pas d'intérêt français, il n'y a que des intérêts de classe.

— Pas de licenciements sans riposte!

Solidarité avec les travailleurs immigrés.

- Unité d'action européenne!

N. B. — Tous les chiffres proviennent soit de l'I.N.S.E.E., soit « d'Entreprises », soit d' « Expansion » soit « d'Usine nouvelle ».

(6) Valeur ajoutée : production moins tout ce qui a été acheté à l'extérieur.

(7) A Caen, la direction de Citroën menace de fermer l'usine après les débrayages récents.

(8) Salaire par ouvrier multiplié par le nombre d'ouvriers.

Jeudi 5 décembre

20 h 30

Salle de la Mutualité (17, rue St-Victor, Métro : Maubert-Mutualité).

cercle rouge

La crise internationale du capitalisme et les taches des militants révolutionnaires.

citroën face aux licenciements résistance ouvrière!

Un licenciement récent à Citroën Javel, et les réactions de la base qui s'en suivirent montrent à quel point les travailleurs de Citroën sont dans certaines conditions prêts à se battre contre la répression patronale, à quel point aussi l'absence d'une organisation susceptible de diriger réellement cette volonté de lutte est le premier atout du patron Bercot.

Rappelons brièvement les faits. Le vendredi matin 14 novembre, un militant C.F.D.T. de l'outillage central Javel est mis en demeure par son agent de secteur, de choisir avant le lundi la démission ou le licenciement, sur un prétexte inconsistant. Le choix peut paraître absurde, mais il est classique à Citroën. Il se double en fait d'une autre menace : le téléphone arabe entre patrons, et entraîne des difficultés accrues pour retrouver du travail.

Jusqu'il y a quelque temps, cet atelier n'avait pas été touché par les licenciements. Seule, la mutation d'un ouvrier à Clichy, suivie de son licenciement 15 jours plus tard, avait commencé à inquiéter les travailleurs.

Mais ce vendredi, il apparut rapidement à tous qu'il fallait immédiatement réagir à ce qui ne pouvait être
pris que comme une provocation ou
un ballon d'essai. Décision est prise
sur le tas de soutenir le camarade menacé, lors d'une entrevue du lundi
par un débrayage massif de l'atelier.
Les syndicats sont mis devant le fait
accompli ; ils ne peuvent ni prendre
l'initiative, ni étouffer la volonté unanime de la base.

Le lundi matin, c'est dans une atmosphère lourde que le délégué C.G.T. accompagne le travailleur menacé au bureau de l'agent de secteur. Seulement, il le fait presque à l'insu de tous, de sorte qu'une cinquantaine de travailleurs seulement sur les quelques 400 ateliers, se retrouvent devant le bureau. C'est là qu'on apprend le licenciement pur et simple du camarade et que le délégué C.G.T. fait son premier discours démobilisateur (il y en aura plusieurs), sur le thème : « vous voyez bien que vous n'êtes que cinquante! ».

Mais rien à faire, le mouvement est lancé. Un autre atelier d'outillage débraye, un cortège se forme, qui parcourt toute l'usine aux mots d'ordre de « Halte aux licenciements », « Halte à la répression! Débrayez! » et vers 12 heures quelques 500 grévistes tiennent meeting à l'atelier central d'outillage.

Malgré un nouvel appel à la modération, décision est prise de poursuivre jusqu'au soir.

Le délégué C.G.T. obtient de ne pas empêcher l'agent de secteur de prendre son repas et de repartir à 14 heures pour une nouvelle entrevue avec lui.

A 14 heures, rien de changé: l'agent de secteur maintient sa position, les travailleurs également. Malgré une nouvelle mise en garde, le cortège se reforme et se dirige vers les chaînes Mais là, la direction a mis le paquet : il y a presque un chef d'équipe pour 5 travailleurs l Gare aux premiers qui quitteraient leur place! Les ouvriers s'arrêtent, regardent passer le cortège, mais il y a trop de flics et l'organisation est inexistante. Les travailleurs ne peuvent s'exposer à la répression individuelle. Lorsque le cortège est passé ils reprennent le travail.

Le mardi matin un tract signé C.G.T. C.F.D.T. (en fait, la C.F.D.T. n'est pratiquement jamais apparue) appelle tous les outillages du XV*, ceux qui avaient déjà débrayé la veille, à débrayer de 9 h à 10 h.

A 9 h les grévistes de la veille — pas plus — se retrouvent à l'outillage central, les délégués n'arrivant que vers 9 h 30 pour proposer à l'assemblée houleuse d'élargir le mouvement, en... allant à l'inspection du travail et en écrivant des articles dans les journaux (ou en posant des questions orales... au Sénat : voir ci-contre).

Furieux, c'est dans la plus grande confusion que les ouvriers reprendront le travail entre 10 h et 10 h 30.

Nous ne pouvons tirer en quelques lignes les enseignements de ce mouvement. Il est clair que l'échec du mouvement, la démoralisation qui en découle toujours un peu, sont autant de points négatifs. Toutefois, il s'agit de la plus importante mobilisation à Citroën, depuis mai. Ce mouvement « avorté » reflète la situation contradictoire de l'ensemble des travailleurs actuellement menacés par le chômage (1). Plus qu'en mai dans ces luttes défensives les travailleurs ont besoin de se sentir épaulés par une organisation. Mis en avant par la volonté de lutte de leurs camarades, les délégués du personnel qui n'ont pas remis en cause la consigne de leur centrale, s'avèrent impuissants. Seule l'apparition même embryonnaire à l'intérieur de l'usine d'une force de contestation à l'égard des appareils syndicaux, peut commencer à modifier les données du problème. Cette force de contestation peut prendre de multiples formes : comités d'action de base, travail de groupes d'avant-garde dans les commissions jeunes, ou plus généralement à l'intérieur du syndicat. L'implantation dans les ateliers de tels regroupements doit être l'objectif central des militants révolutionnaires de Citroën.

 Voir l'article ci-contre sur l'industrie automobile.

QUESTIONS ORALES AU SENAT OU COMMENT LE PC. DEFEND LES INTERETS DES TRAVAILLEURS DE CITROEN

Evoquant le protocole de Grenelle, M. GUY SCHMAUS (P.C.) accusait la société Citroën de violer ces accords. « Les inspecteurs du travail, affirme-t-il notamment, sont impuissants en face d'une volonté délibérée d'ignorer la loi. »

Les faits signalés, a déclaré Mile DIE-NESCH, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, ont fait l'objet d'enquêtes. Celles-ci n'ont pas constaté de violations caractérisées de la législation, mais une tension persistante entre la direction et le personnel. Les services du ministère ont minutieusement examiné les plaintes reçues, concernant notamment un licenciement collectif intervenu en juillet à l'usine de Paris. Il a finalement décidé d'accorder le licenciement d'un délégué syndical, mais de refuser celui de deux autres.

Dans l'usine de Caen, certains licenciements ont été approuvés par le comité d'entreprise lui-tême, les autres ne justifieraient pas "semble-t-il, l'opposition de mes services. Quant aux litiges portant sur l'interprétation des accords collectifs ils relèvent de l'appréciation des tribunaux.»

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

> B.P. 201 Paris 19^o « ROUGE »

grève à la m.n.e.f.

La M.N.E.F. (Mutuelle Nationale des Etudiants de France), créée en 1948, est gérée par des étudiants syndiqués à l'U.N.E.F. Elle rembourse aux étudiants une fraction des frais médicaux non pris en charge par la Sécurité Sociale. Elle gère des œuvres sociales (bureaux d'Aide Psychologique Universitaire) et un organisme de loisirs : l'Uniclub.

POURQUOI Y A-T-IL EU GREVE A L'UNICLUB ?

— Dans un premier temps, le Bureau National de la M.N.E.F. envoyait à toutes les sections une circulaire spécifiant que les postes de travail à l'Uniclub seraient supprimés dans le cadre d'une réorganisation visant à rentabiliser cet organisme afin, avaitil précisé, de pouvoir le revendre dans de bonnes conditions.

 Dans un second temps, une commission paritaire se réunissait qui devait durer trois jours.

Le premier jour, le B.N. se montrait incapable de préciser la réorganisation qu'il projettait. La C.G.T. appuyée par F.O. et la C.F.D.T., réclamait la garantie du salaire et de la qualification. La B.N. refusait de s'engager. La grève commençait à l'Uniclub.

Le deuxième jour, après avoir consulté « leur » technicien, les membres du B.N. dévoilaient enfin une partie de leurs projets mais refusaient toujours de satisfaire les revendications du personnel.

Le troisième jour, seule la C.G.T. était présente. Les propositions de réorganisation du B.N. étaient repoussées. La grève s'organisait. L'Uniclub allait être occupé par le personnel et les moniteurs. Les revendications étaient placardées sur les vitres du 88, boulevard Saint-Michel :

- Le personnel qui n'est pas responsable de la gestion n'a pas à faire les frais de la réorganisation. Nous refusons qu'elle soit un prétexte pour liquider le personnel en place. Nous exigeons :
 - pas de licenciement.
 - pas de diminution du salaire ni de l'indice,
 - pas de déqualification,
 - paiement des jours de grève.

Durant la semaine de grève, les mesures d'intimidation furent multiples : télégrammes ordonnant aux employés de reprendre le travail, lettres les menaçant de poursuites pour rupture de contrat, venue d'un huissier chargé de remettre copie de ces lettres aux intéressés, etc. Dès les premiers jours, le B.N. de l'U.N.E.F., alerté, apportait son soutien aux grévistes et sommait la direction de la M.N.E.F. de s'expliquer sur son attitude.

Le septième jour, F.O., qui avait tenu pour pinaillage et inconscience le refus de la réorganisation sans garanties, demandait une réunion intersyndicale avec des représentants fédéraux... La situation était scabreuse : la grève à l'Uniclub coûtait près d'un million par jour l La C.F.D.T. acceptait cette proposition. Il s'agissait alors pour ces centrales de « recoller » à la grève, d'une part parce que la bataille était sur le point d'être gagnée, d'autre part parce que l'importance de son enjeu les empêchait de rester hors circuit. A l'issue de cette réunion, une délégation était chargée de rencontrer le B.N. de la M.N.E.F.

Après une heure d'entrevue, ce dernier cédait sur l'essentiel des revendications (mais refusait de payer les journées de grève). Le travail reprenait, F.O. se frottait les mains et attribuait la victoire à sa contribution de dernière minute...

POURQUOI FALLAIT-IL FAIRE GREVE A L'UNICLUB?

A l'Uniclub, l'employeur est le B.N. de la M.N.E.F. élu depuis 6 mois et dont les membres se prétendent « syndicalistes ». En septembre, une grève nationale a déjà eu lieu pour obtenir l'application d'accords acquis en mai-juin.

Cette particularité leur permet de se livrer à un chantage permanent à l'égard du personnel : nous sommes des syndicalistes étudiants, si vous nous combattez, vous attaquez l'U.N.E.F.; si vous faites grève, vous mettez en péril les acquis du mouvement étudiant et donnez au ministère de tutelle un motif d'intervenir...

La C.G.T. a refusé ce chantage et elle a eu raison. La « défense des acquis » consiste non à les gérer au mieux dans le cadre du système, ce qui conduit tout droit à singer la « rationalité » de ce système, mais à dénoncer ceux qui, par ce comportement, les vident de tout sens politique.

Le XXº congrès de la M.N.E.F. qui s'était tenu à Pâques à Clermont-Ferrand ne s'était pas caractérisé par la clarté des options définies.

Aujourd'hui, l'heure de régler — ou tout au moins de poser correctement — le problème de fond, a largement sonné : il est nécessaire de répondre aux deux questions suivantes.

- 1° Compte tenu de la politique gouvernementale en matière de Sécurité sociale (ordonnances d'août 1967) et des impératifs techniques et financiers qu'elle implique pour la gestion de la Sécurité sociale et de la Mutuelle étudiants, est-il encore possible pour le mouvement étudiant de gérer « syndicalement » la M.N.E.F.? c'est-à-dire peut-on en assurer le fonctionnement sans d'une part pratiquer à l'égard du personnel une politique digne de celle des plus dynamiques patrons de combat, d'autre part sans devoir adopter comme objectif n° 1 la « rentabilisation » de ses différents services et en particulier de l'UNICLUB qui serait déjà vendu, dit-on, à une société américaine, en vue d'en faire un mini club Méditerranée?
- 2° Compte tenu de la transformation du mouvement étudiant en mouvement politique de masse, quel est, au fond, politiquement, l'intérêt pour lui de prendre en charge la gestion (« syndicale ») de la M.N.E.F. ?

Toute discussion qui éluderait ces deux questions fondamentales ne serait que vaine littérature.

Au mouvement étudiant de s'en emparer afin de les discuter et de leur apporter une réponse claire que le prochain congrès de l'U.N.E.F. pourrait sanctionner.

CORRESPONDANT.

- Aussi bien sur le terrain théorique, que pratique, on peut estimer inadéquate la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur... Les rapports de police (ou les articles de « Paris-Presse ») sur le mouvement étudiant laissent parfois rêveur, tant est grande la tendance de ces fonctionnaires à imaginer le mouvement de mai comme une espèce d'autre administration, dirigée par d'autres fonctionnaires, avec toute la pyramide hiérarchique correspondante et dont les bureaux, évidemment inexistants à Paris, se trouvent donc à l'étranger... »

« ROUGE » nº 3 - 16 octobre 1968

marcellinla-matraque perce le mystère

La semaine dernière s'est produit un événement politique qui réjouira tous les bons Français : non seulement, notre police marche bien, mais figurezvous qu'elle s'est mise à penser. Après plusieurs mois de recherches profondes, de perquisitions, d'investigations sociologiques sur le jeune (et le délinquant), M. Marcellin nous livre les fruits de son enquête et les révélations sont bouleversantes : non seulement l'affaire de Mai est l'œuvre de quelques agitateurs professionnels, ce que tout le monde savait déjà, mais ces trublions paraissent organisés dans un vaste complot international. Viennent alors des preuves qui paraissent irréfutables. Dans tous les pays en état d'effervescence, on retrouve les mêmes héros : Ho-Chi-Minh, Guevara, les mêmes idéologies : castrisme, trotskysme, maoisme et souvent le même thème : le Vietnam. Ce dernier point à lui seul suffit pour étayer la thèse d'une conspiration mondiale contre l'ordre.

En effet, par quel hasard, tous ces jeunes, qu'ils soient de Mexico, de Londres, de New York ou de Berlin s'intéressent-ils à un seul pays du globe, le Vietnam, alors qu'il en existe tant d'autres? Nulle doute qu'il faille rechercher les racines de ce phénomène chez un petit groupe de meneurs qui ont téléguidé la consigne. Et pour ces meneurs, tous les moyens sont bons, nous affirme M. le Ministre de l'Intérieur, puisque « Aux Etats-Unis,

comme en Europe, une minorité remarquablement organisée réussit à faire faire à la masse des étudiants, majorité inorganisée et moutonnière, ce qu'elle lui a demandé, en utilisant au besoin la menace de représailles physiques. » (1)

Voilà enfin un mystère expliqué : c'est notamment à cause de contraintes physiques dues aux meneurs que tant de jeunes se trouvaient sur les barricades, un certain soir de 9 mai, et c'est peut-être à cause de contraintes morales qu'on les en a délogés !

Nous n'insisterons pas davantage sur les premiers résultats de l'enquête de M. Marcellin, mais nous voudrions apporter d'autres indices pour l'aider à mener à bien sa tâche. D'après les services de renseignement de « Rouge », il semble que, dans de nombreux pays, sont organisés des individus avec une idéologie étrangement commune de défense du monde « libre » et de la propriété privée. Pour le peuple, qu'ils méprisent, ils semblent cultiver un respect religieux des frontières et des drapeaux. Ces hommes, parfaitement organisés, contrôlent, en permanence, les principaux moyens de production et tous les secteurs-clé de la société; ainsi, ils arrivent à maintenir sous leur joug des millions d'ouvriers et de paysans qu'ils exploitent A cette fin, ils ont créé des « ligues armées » qui ne sont pas encore dissoutes et dont l'enrôlement est obligatoire. Ces ligues s'appellent pudiquement le service militaire, mais ils possèdent aussi des corps spécialisés d'auto-défense qui, sous des noms différents, (C.R.S., Grenaderos) ont la même fonction, la même « pensée », les mêmes méthodes. Sur le plan international, ces conspirateurs ont mis sur pied, à Bruxelles, à Manille, à Washington des organismes O.T.A.N., O.T.A.S.E. chargés de planifier le travail de leurs milices. Cette bande n'hésite pas à employer les pires violences allant jusqu'au véritable génocide comme au Vietnam ou en Indonésie...

Arrêtons-nous, nous nous égarons : nous venons, sans nous en rendre compte d'émettre une conclusion qui fera frémir M. L'Huillier, (2) il existe une lutte des classes à l'échelle internationale et M. Marcellin, lui-même s'en aperçoit, qui nous explique la belle Internationale de la police qu'on va nous faire.

Mais, ce qui frappe le plus — si on ose dire — dans la déclaration de M. Marcellin, c'est l'absence totale d'explication fournie sur les origines profondes de ce mouvement, puisqu'il n'y voit qu'un exutoire à un goût de la violence qui est, il faut bien le dire, un fait de la vie contemporaine.

En ce qui concerne la dernière partie de son rapport, nous devons avouer que nous n'avons pas été tout à fait convaincus. « Il faut qu'ils (les gauchistes) comprennent que, contrairement à leur slogan, le pouvoir est dans les urnes et non pas dans la rue » Bien sûr, mais là-dessus, il ne semble plus qu'il puisse y avoir désaccord entre gaullistes et gauchistes : quand le pouvoir gaulliste, sacrément ébranlé par la rue, a fait donner les urnes, çà n'est pas parce qu'il avait vocation au suicide, mais précisément parce qu'il savait que son pouvoir était dans les urnes, et pas dans la rue.

A ce propos, M. Marcellin, dans son rapport confirme ce qui paraît caractéristique de la conception policière de la société: l'absence de références à l'histoire, auxquelles on préfère les considérations géographiques. Mais peut-on oublier que si M. Marcellin peut parler aujourd'hui à la tribune de l'Assemblée Nationale comme Ministre de l'Intérieur, c'est bien à cause de « la violence et d'actions contraires aux lois » commises un certain mois de

mai 58. Quand le pouvoir de la IV^e République est tombé, et est apparu celui de la V^e, quel rôle y ont joué les urnes?

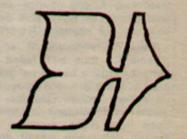
M. Marcellin, c'est son devoir, nous donne des leçons de civisme; mais nous ne saurions oublier la leçon d'histoire que son régime nous a donnée.

C'est son pouvoir qui est dans les urnes.

L' « Honorable » Correspondant

- (1) Souligné par nous. Nous laissons à son auteur la responsabilité de son jugement sur les étudiants, quant à l'affaire des « représailles physiques », nous devons dire une tois n'est pas coutume que nous partageons tout à fait l'indignation de M. le Ministre de l'Intérieur que de tels procédés soient encore possible dans un pays civilisé.
- (2) Waldeck L'Huillier, député du P.C.F.

l'huillier pisse vinaigre



scénario de W. L'Huillier. (A.N. du 14 novembre 1968) dessins de PELOU.

échec à la participation au comptoir fluvial

Conflans-Sainte-Honorine est un grand centre de la battelerie fluviale. En mai des mariniers avaient établi un barrage sur la Seine avec leurs péniches. Le trafic fluvial entretient l'activité de petits chantiers navals spécialisés dans la réfection et la réparation des moteurs.

Dans l'un d'entre eux, le Comptoir Fluvial, la grève de mai fut très suivie, mais au moment de la reprise un conflit éclatat entre les ouvriers et le délégué du personnel qui avait accepté un vote à bulletin secret. Après le résultat du vote qui donnait une majorité pour la reprise du lendemain, la direction arborait un sourire éclatant. Dans le même temps plusieurs ouvriers se réunissaient et exprimaient la volonté des grévistes. Ils refusaient de mêler leurs voix à celles des jaunes et du personnel de direction. Ils décidèrent de venir de bonne heure le lendemain matin et de tenir une réunion à la porte de l'entreprise avant la « reprise ». Ce qu'ils avaient prévu arriva. Tous les ouvriers qualifiés à l'exception d'un seul décidaient de ne pas reprendre le travail. Quand il constatat la reprise, le directeur déchantat : il n'y avait pas un mécanicien, pas un outilleur, pas un soudeur, pas un menuisier. Seuls quelques manœuvres et les balayeurs étaient rentrés. Il faut dire à leur décharge que ce personnel est recruté parmi les étrangers ne se sentant pas de droits solides ou d'anciens mariniers sans la moindre conscience ouvrière, ou des petits retraités qui arrondissent leurs fins de mois et qui se sentent désarmés par leur âge. Rentrèrent aussi les ouvriers de direction qui n'avaient pas fait grève. Force fut donc

à la direction de conseiller aux présents de rentrer chez eux. La preuve était faite que le vote secret n'est en fait qu'un des moyens de pression de la direction; une mystification qu'on oppose à la volonté de lutte des travailleurs.

De nouvelles élections des délégués donnèrent l'occasion au mois de septembre de se débarrasser d'un délégué inactif et trop porté aux compromis avec la direction. Les nouveaux élus choisis pour la combativité dont ils avaient la preuve en mai entrèrent tout de suite dans l'action. Piochant dans les manuels juridiques ils s'aper-çurent que de nombreux ouvriers payés comme manœuvres étaient en fait des O.S. Ils faisaient un travail qui sortait nettement de l'affectation d'un manœuvre, tel que les lingages, peintures, petits travaux de menuiserie, montage mécanique. Il en résultat des augmentation qui pour certains allèrent jusqu'à 1,40 franc de l'heure.

Dans un atelier il fallut entreprendre une action pour mettre fin à des pratiques de favoritisme. En effet une prime est parfois attribuée pour le travail sur tel ou tel bateau, cette prime n'est pas nominative et, le chef s'arrange quand le travail est presque fini pour mettre un ouvrier à qui il veut donner la prime pour terminer un travail commencé par d'autres et toucher la prime. Un chef d'équipe tirait profit de son poste pour soutirer des pots de vins sous forme de cigarettes, boissons, etc., à ceux qui se laissaient entraîner à vouloir améliorer leur sort par le moyen qui leurs semblait le plus facile mais dont ils ne soupçonnaient pas toujours la portée.

Les délégués du personnel ont d'autre part obtenu, compte tenu de la dispersion des ateliers le droit de réunir le personnel pendant les horaires de travail pour donner le compte rendu des réunions des délégués et de le faire également dans les mêmes conditions par ateliers chaque fois qu'il se pose un problème d'ensemble pour le personnel. La direction ne fit pas obstacle à cette demande. En effet, depuis la grève, les travailleurs avaient pris l'habitude de discuter dans les ateliers chaque fois qu'ils leurs semblaient bon.

Aujourd'hui les travailleurs doivent faire face à des manœuvres de division de la part de la direction. Prenant prétexte de la « participation » la direction a proposé qu'en dehors des délégués chaque mois, six ouvriers pris au hasard soient reçus par la direction pour discuter de questions intéressant la marche de l'entreprise et exposer leurs griefs.

Il est évident que de telles entrevues ne peuvent être que le lieu de toutes les pressions, la porte ouverte à tous les marchandages : les ouvriers du Comptoir Fluvial y sont fermement opposés.

Après la grève, ici comme partout le patron a essayé de regagner le terrain perdu, en conservant l'initiative et en restant mobilisés, les ouvriers du Comptoir Fluvial montrent que la fin de la grève de juin imposée par les directions inopérantes, n'ont nan marqué la fin de la lutte et qu'un syndicalisme actif peut rapporter des succès partiels meilleur gage des luttes futures.

CORRESPONDANT.

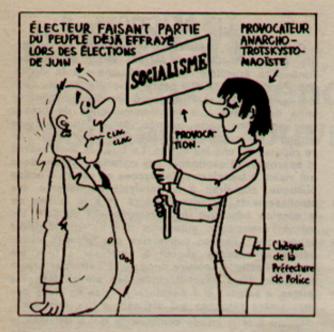
ne laissons

Au moment même où Marcellinla-matraque précise ses menaces contre la jeunesse révolutionnaire le Parti Communiste Français reprend sa campagne de calomnie contre les groupements « gauchistes » « intruments du Pouvoir gaulliste », « rétribués par le ministère de l'Intérieur », etc.

Marcher séparément pour frapper ensemble, telle semble être la devise des bureaucrates ouvriers... Mais la base communiste supporte mal cette convergence. Aussi les militants révolutionnaires ne doivent-ils pas accueillir les « dénonciations » du P.C. par de simples quolibets ou des haussements d'épaule. Il faut contre-attaquer et contre-attaquer vigoureusement. Chaque fois qu'une telle riposte a été tentée les résultats furent excellents.

Exemple de ce qu'il faut faire :

Nous publions ci-dessous un extrait de l'« Avant-garde Cantilienne » n° 16, novembre 1968 — journal de la cellule de Chantilly du P.C.F., Fédération de l'Oise, section de St-Maximin — et le tract-réponse des militants rouges de Chantilly.



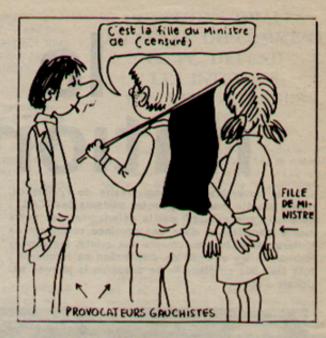
Vous avez repris tous les thèmes qui ont servi aux gaullistes — si inquiets en mai — pour effrayer le peuple lors des élections de juin. Comme vous pensez au référendum, aix élections régionales, aux cantonales, aux municipales peut-être et comme les résultats de votre politique accroissent le mécontentement qui a donné naissance aux mouvements de mai et juir, vous avez à nouveau le besoin de faire peur. Vous renouvelez l'opération panique; vous cherchez la diversion, faute d'arguments convaincants, pour faire approuver votre politique par le peuple.



Vous ne nous avez rien dit de certains groupes de police qui ont laissé construire des barricades...



Mais l'histoire ne recommence jamais. Le parti communiste, qui a déconcé dès les premiers jours les gauchistes et les provocateurs est d'autant plus à l'aise pour juger votre manœuvre. Car, enfin, vous aviez vos hommes parmi les provocateurs qui ont fait si opportunément votre jeu!



Certains avaient des relations. Ils ont su s'en servir et ils ont bénéficié d'une curieuse mansuétude.



... ni du communiqué des syndicats de la police qui demandait : - Pourquoi nous avoir amenés au Quartier Latin? - Vous ne nous avez pas dit non plus pourquoi vous avez fait occuper la Sorbonne.



es mémoires du préfet Lépine sont riches d'enseignements sur a collusion entre la préfecture de police et les anarchistes. épine explique qu'il fournissait de l'argent pour la publication lu LIBERTAIRE : c'est une réalité.

as le p.c.f. calomnier les militants de mai!

Dès les premières heures des « événements » de mai-juin, les Communistes — une fois de plus — ont été les premiers et les seuls à dénoncer d'une façon clairvoyante, les constructeurs de barricades, ceux qui « organisaient » les manifestations de nuit, tous ces éléments douteux et troubles, qui envoyaient a u « charbon » nombre d'étudiants, face aux forces de répression du pouvoir gaulliste, un moment ébranlé.

On a même vu — oh! paradoxe, disent certains — de « bons » policiers en civil se mêler aux jeunes potaches, pour alimenter l'émeute.

Ainsi, on aurait pu croire que les COHN-BENDIT, SAUVAGEOT, et autres GEISMAR allaient s'en souvenir, les élections passées! les naifs conscients et inconscients, les gogos bien sûr?

En effet le gouvernement s'est rappelé à leurs bons services ! COHN-BENDIT, - étudiant - de 2° année de sociologie, s'est vu décerner son diplôme sans passer d'examen ! SAUVA-GEOT - étudiant - lui aussi, s'est vu proroger son sursis militaire !

Ainsi le pouvoir dur et PUR — chacun se souvient de l'affaire BEN-BARfiA, de l'affaire MARKOVIC actuellement — sait être reconnaissant en temps et en heure à l'égard de ceux qui lui ont rendu de considérables services.

Il doit être d'ailleurs, maintenant très clair pour chacun, que ce sont des aventuriers, ces « révolutionnaires » en pantoufles, et professionnels de l'émeute, qui en faisant peur aux Français, en créant un climat d'insécurité, ont permis à l'U.D.R. et à ses soutiens de remporter le succès qu'on connaît aux dernières élections.

TRACT ROUGE

Habituellement insipide, la feuille du P.C.F. qui continue sans vergogne à s'intituler - L'avant-garde cantilienne pique sa petite crise dans son n° 16.

Ces gens, dont le parti s'est fait le champion des barricades... de pétitions, dont l'efficacité n'est plus à démontrer après les remarquables déculottées subies aux élections... et pas seulement à celles de juin 1968, ont découvert des responsables pour le nouveau malheur qui vient de leur arriver. S'ils ont perdu, après tant d'autres, les dernières élections, ce n'est pas bien sûr parce que leur parti a, une fois de plus, failli à sa tâche. Non, c'est tout simplement à cause des « constructeurs de barricades », des « Cohn-Bendit, Sauvageot et autres Geismar » ! C'est simple, voyons, il suffisait d'y penser !

Les membres de la cellule de Chantilly oublient un peu vite — eux dont le parti n'a pas eu d'autre réaction après ses huit morts de Charonne, le 8 février 1962, qu'un bel enterrement de première classe — que, sans les barricades des étudiants, il n'y aurait pas eu ce qu'il appelle, en les prenant naturellement à son compte comme d'habitude, « les succès remportés en mai-juin ». Ils cherchent à faire croire à une collusion du pouvoir gauliste et de ses flics avec ceux qui, en résistant aux C.R.S., ont amené ce même pouvoir au bord de l'effondrement.

Nous prennent-ils pour des imbéciles? Croient-ils que les travailleurs n'ont pas eu conscience des ignominies — oui des ignominies — que le P.C.F. a fait commettre à ses militants dans sa hâte de faire cesser la grève, sans que les satisfactions essentielles aient été obtenues, afin de « gagner ces élections » que, finalement — et nous

ne nous en réjouissons pas — il a si lamentablement perdues ?

Que la « cellule de Chantilly » aille demander aux cheminots de Chantilly et de Creil s'ils se rappellent comment les bureaucrates syndicaux du P.C.F. s'y sont pris pour leur faire reprendre le travail! Nous sommes tranquilles quant au résultat de l'expérience. Nos camarades de la S.N.C.F. ne sont pas près d'oublier, en effet, comment on leur a menti, comment vous leur avez, vous militants du P.C.F., menti. Ils se souviendront longtemps que dans chaque dépôt, pour imposer la reprise, vous prétendiez que les autres dépôts l'avaient votée.

Les temps sont changés, Camara-des I Vos calomnies n'abusent plus que ceux qui se bouchent volontairement les yeux. Trop de travailleurs ont vu les efforts de votre parti pour empêcher les étudiants d'aller parler avec les ouvriers tandis que, dans le même temps, — et il est dommage que cette collusion de fait ne vous choque pas — le pouvoir gaulliste réservait tous ses coups aux étudiants et à toute cette héroïque jeunesse que Lénine eût été indigné de vous entendre qualifier de « gauchiste ».

Les paysans aussi ont construit des barricades? Ils ont même coupé des poteaux télégraphiques et commis des actes que les bourgeois appellent « inqualifiables » contre les préfectures. Votre parti ne s'en est pas ému. Les travailleurs ont de la mémoire. Aussi quand, faisant chorus avec les gaullistes que vous prétendez combattre, vous criez bien fort « tout çà c'est de la faute aux barricades », vous êtes à peu près les seuls à le croire. Et encore peut-on penser que beaucoup d'entre vous se bornent à faire semblant.

Nous l'avons dit plus haut : les temps sont changés. Une nouvelle avant-garde communiste s'est levée dans la belle lumière de notre beau mois de Mai 1968. Ceux qui ont affronté sans peur la répression ne se laisseront pas intimider par les perfidies misérables de ramasse-miettes hargneux d'avoir dû prendre le train en marche et d'avoir eu tant de mal, ensuite, à le stopper pour maintenir la sainte alliance de fait que leur parti entretient avec la bourgeoisie; cette sainte alliance dont l'une des dernières manifestations est précisément le coup de pied de l'âne que vous lancez à ceux dont « le pouvoir personnel et autoritaire », comme vous dites si bien, a dissous les organisations (22 Mars, J.C.R., Voix Ouvrière, etc.).

Vous feriez bien de vous en souvenir. A la différence de ce que vous faites pour nous, nous ne vous mettons pas sur le même plan que les gaullistes. Militants communistes, nous savons que vous ne trompez le peuple que parce que vous êtes vousmêmes trompés. Si nous ne parvenons pas à vous faire comprendre la ligne de faillite de votre Parti, nous avons conscience que nous pourrions nous retrouver un jour dans les mêmes prisons

Pour nous, malgré vos stupides attaques, vous restez donc des camarades.

Et nous allons terminer en vous donnant un bon conseil d'hygiène mentale :

Lisez Rouge

Vous verrez, c'est beaucoup plus salubre que la lecture de l'Huma!

la journée nationale des

Le 11 novembre, date anniversaire de l'Armistice, n'aura pas été jour férié pour les militants des C.A.L.: dans un Paris assourdi par le déferlement des tanks sur le macadam et dans une province résonnant de fanfares sous les monuments aux morts, les ronéos tournaient, les équipes de distribution se formaient : tout était mis en place — on préparait la journée nationale d'action.

c.a.l.



La journée nationale des C.A.L., annoncée et préparée depuis une semaine, avait un but bien précis des thèmes d'action unifiant l'ensemble des C.A.L. de France, pour faire en sorte que les grèves qui se développent sporadiquement dans quelques lycées de Paris et de province trouvent, au niveau de l'action, un répondant national aux questions qu'elles soulevaient : il s'agissait principalement des libertés politiques et syndicales, des garanties que le gouvernement était prêt à donner pour leur application, du droit d'invitation dans les lycées, prélude à leur ouverture aux jeunes travailleurs et aux élèves des C.E.T., ainsi que des problèmes disciplinaires, contraignants dans les lycées classiques, policiers dans l'enseignement technique (châtiments corporels, menaces aux parents,

Inquiet le gouvernement sortit la veille de la journée nationale d'action, les fameux textes de réforme. Tout allait être ainsi réglé. Et en effet, qui eût cru le contraire en lisant les communiqués vibrant d'enthousiasme que sortirent aussitôt le P.C. et ses agences spécialisées : tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes et comme nous sommes très combattifs, continuons le combat... pour l'application des textes et pour empêcher les élèves irresponsables de les dénaturer!

Heureusement, il y avait maldonne : la journée nationale d'action n'avait pas pour but de soutenir le valeureux Edgar dans son combat héroique contre la sclérose administrative, mais bel et bien de déclarer la guerre à la participation. Déclaration de guerre d'autant plus unanime que la « participation » dans le secondaire pourrait s'appeler sans difficulté moulin à vent et que les seules traces bien visibles que les lycéens aient pu constater sont les renvois massifs pour délit d'opinion politique.

Dans ces conditions, des textes portant sur la modification des conseils d'administration où désormais nous seront représentés par des délégués élus à deux degrés et sans possibilité de présenter un programme, minoritaire, et impuissant, ne pouvaient qu'amplifier la mobilisation.

La presse s'en doutait bien qui, sans vergogne, expliquait mardi à longueur de colonne que les C.A.L. avaient lancé un mot d'ordre de grève générale bien lui en prit car son travail habituel de mystification s'en trouva facilité le surlendemain.

Pour tout le monde, Presse, P.C.F., ministre, la journée fut un échec. En fait il est caractéristique de constater que les jugements portés se sont faits sur la base de ce qui s'est passé aux lycées Decour, Henri IV, Balzac, Mallarmé, où la mobilisation, qui durait depuis la rentrée, semblait s'être éteinte alors qu'en fait les militants en étaient arrivés à un stade de la lutte où tout se joue dans chaque classe et dans les réunions quotidiennes; les actions de masses de type « spectaculaire » ayant déjà permis de faire pencher le rapport de forces en faveur des C.A.L. Par contre les lycées parisiens où la rentrée s'était effectuée « normalement » ont pu profiter de la journée pour instaurer le débat politique que ces autres lycées connaissaient déjà :

A CHAPTAL: grève suivie à 50 %, avec débat sur la Tchécoslovaquie, le Vietnam, les réformes E. Faure. L'après-midi, débat sur les luttes ouvrières avec la participation de travailleurs, venus exposer la situation dans leur usine.

A CHARLEMAGNE : toute la journée, organisation de la riposte aux attaques fascistes et U.D.R. A la suite du « retrait » d'un élève, les délégués C.A.L. du conseil d'administration démissionnaient.

A LAMARTINE: 1/3 du second cycle est en grève les élèves réunissent des commissions sur les 6 points des C.A.L. A l'occasion de la journée, création d'un comité d'action des classes. Mise au point d'un journal destiné à être diffusé dans le quartier... (Le LAC... de Lamartine I).

De même, en province, la journée aura suscité l'apparition de nouveaux C.A.L., et aura consolidé l'influence de ceux qui existaient déjà.

A REIMS : un lycée en grève à 85 %, avec meeting regroupant 800 élèves.

A STRASBOURG : le plus important lycée de la ville en grève. Dans les autres lycées discussions toute la journée. Il faut souligner que ce sont les délégués du C.A. qui ont organisé la grève au départ!

A TROYES: dans 2 lycées en grève une administration terrorisée se croyait revenue en mai. A la suite de la grève des salles sont cédées au C.A.L.

De même à Marseille, où un certain nombre d'usines ont sorti des tracts de soutien aux revendications lycéennes, Rouen, Lille, Arras, Dijon Toulouse ont vu s'amplifier l'audience des C.A.L. Chaque lycée de Paris ou de province s'est senti concerné par le mot d'ordre d'action multiforme lancé par les C.A.L.: tous l'ont suivi, de la manifestation à la prise de parole et ceux qui, à trop lire « Le Monde », en douterait, n'ont qu'à voir la pluie des communiqués et leurs tons pour se convaincre.

LES REACTIONS

Cette journée nationale d'action aura eu un mérite (parmi beaucoup d'autres) celui de réaliser l'unanimité complète, de la « gauche » à la droite, pour condamner les « petits révolutionnaires séniles » (« La Nation »). C'est avec une impressionnante unité de pensée que les communiqués de presse ont sanctionné cette journée; mais leurs auteurs auraient au moins pu se concerter pour éviter de se répéter les uns les autres. Le S.N.E.S. « ne saurait ni approuver ni cautionner une agitation systématique qui visant à transformer les lycées en centre d'action politique, aboutirait à la paralysie permanente des établissements du second degré et à la faillitte de la mission éducative de l'enseignement public ». De même l'association autonome des parents d'élèves estime que « l'action subversive des groupes extrémistes minoritaires aboutit à paralyser à tous les niveaux l'activité scolaire normale, à perturber grave-ment l'équilibre psychologique des élèves les plus jeunes, à saboter et à dénaturer la mise en place des importantes réformes qui viennent d'être publiées ».

Quant à la jeunesse communiste qui a délaissé le sigle U.N.C.A.L. pour signer ses communiqués, elle nous invite à « exiger l'application immédiate (des réformes E. Faure), et à nous en servir pour développer l'action pour les revendications à satisfaire : droit à l'information (sic!), responsabilités réelles aux élèves, etc. », après avoir constaté que la « masse des lycéens et lycéennes n'ont pas approuvé des mots d'ordre, ni participé à des actions inconsidérées ». Si nous comprenons bien, pour obtenir une véritable participation, il faut éliminer les minorités subversives. De telles affirmations ont de quoi rendre M. Marcellin jaloux : il n'aurait donc plus le monopole de la chasse aux terroristes. Mais piqué au vif, il s'est vite ressaisi, et c'est lui qui, à la Chambre des Députés, a enfin fourni la clé de l'énigme, la solution du mystère : si les lycéens ont bougé en mai, si on assiste aujourd'hui à des grèves dans les lycées, c'est tout simplement dû à la volonté occulte de Castro, de Mao Tsé Toung, de la Tricontinentale, du P.S.U. et de la J.C.R. (Rappelons que cette dernière a été dissoute par le gouvernement... Un peu de cohérence!)

La manœuvre est simple : c'est l'amalgame, et comme on ne peut pas interdire les C.A.L., structures souples et larges puisant leur vitalité dans le mouvement de masse, on va essayer de fouiner du côté des organisations.

Monsieur Marcellin fouine et s'exaspère, Monsieur Faure se désespère. Grand bien leur en fasse. Les C.A.L. eux se portent bien et même de mieux en mieux comme le prouve le soudain intérêt de la presse et du ministère pour eux.

LES PERSPECTIVES

Mais comme toute victoire, celle de la journée nationale d'action comporte de gros dangers : premièrement la création de groupes autonomes ou autres par une radicalisation à droite d'une partie de ceux qui jusqu'alors étaient indifférents et ont été obligés de prendre parti ; ce n'est pas du tout le plus inquiétant. Deuxièmement, et là le danger est beaucoup plus sérieux, les C.A.L. doivent être capables de faire le saut qualitatif que représente le passage de la mobilisation à l'entretien et à l'exploitation de cette mobilisation. Il est en effet, évident que nous ne pouvons aller d'action de masse en action de masse jusqu'à la révolution socialiste et que passé un certain degré le manque de répondant dans les luttes sociales du pays nous mênerait à l'impasse. Il importe donc maintenant, avant tout, de savoir utiliser les acquis et de doser soigneusement l'agitation qui doit se continuer mais sur des objectifs précis et clairs. Le travail de démystification est largement fait maintenant. Nous devons continuer la lutte pour

- contraindre le ministère à sortir du vague dans lequel il se calfeutre et à prendre position.
- Imposer partout l'ouverture des lycées sur l'extérieur (1).
- Réaliser pleinement la liaison avec nos camarades du technique (1).
- Exploiter la possibilité de réunion et d'affichage pour faire un véritable travail d'explication et de formation politique.
 - Mettre un terme aux exclusions politiques.

(1) Au sujet de ces deux thèmes, « Rouge » présentera dans le prochain numéro des éléments de discussions.

« IL Y A C.A.L. ET U.N.C.A.L »

Il y a aussi les morts-nés et le mouvement lycéen. Merci à l' « Humanité Dimanche » de ses éclair-cissements. Mais pour plus de précision, comment peut-on joindre l'U.N.C.A.L. qui, depuis ses causeries au coin du feu avec Edgar Faure ne s'est toujours pas manifestée dans les lycées ?

A QUI PROFITE L'AGITATION DANS LES LYCEES ?

S'interrogeait avec inquiétude l' « Humanité » de samedi 16 novembre. Les bonnes vieilles méthodes du mois de mai reprennent : dès que l'on rompt avec l'attentisme, et que l'on refuse de se battre sur le terrain que choisit la bourgeoisie, on fait le jeu de celle-ci.

Il est tellement plus révolutionnaire de se battre pour une « vraie participation » ét d'envoyer la J.C., sous le déguisement U.N.C.A.L., aux commissions ministérielles dont elle ressort « très satisfaite » des « options positives ».

participation étudiante

les précédents

S'il est des catégories sociales privées de mémoire, le milieu étudiant, assurément, se trouve à leur tête. Chacun sait que le thème de la participation ouvrière qui, selon de Gaulle, devrait être à l'origine d'un nouveau système social ne connaissant ni les excès du capitalisme ni les horreurs du socialisme, date de la Libération. En revanche, l'on oublie trop que la politique gaulliste « d'ouverture à la jeunesse » ne date pas du jour où M. Maurice Herzog sacrifia la pureté de ses cimes familières pour s'occuper de la santé morale et physique de « cette splendide jeunesse française ».

1941. — L'U.N.E.F. est menacée de dissolution par le régime de Pétain. L'Union Nationale proteste aussitôt et, pour marquer sa bonne volonté, propose à l'amiral Darlan « d'apporter à l'organisation de la nouvelle corporation des étudiants le fruit de son expérience » I Bien plus, il y a dans 4'U.N.E.F. un parti vichyssois : l'A.G.E. (1) de Montpellier propose un statut nouveau transformant le mouvement à l'image des autres corporations du travail.

Le projet contient - une violente attaque contre l'esprit démagogique et revendicatif des associations, un refus net du système électif, une exaltation de l'effort individuel de l'étudiant pauvre pour accéder à un rang social qui n'était pas le sien, cet idéal étant opposé à toute démocratisation massive de l'enseignement, et enfin des propositions précises aux termes desquelles le secrétaire général de l'A.G.E. est nommé et appointé par le recteur, et le président de l'U.N.E.F. par le ministre de l'Instruction publique (2). Projet aussitôt refusé : l'U.N.E.F. ne veut ni entrer dans le système ni s'en désolidariser.

De même, la résistance étudiante, sauf exception, s'organise en dehors de l'Union, essentiellement par le biais de mouvements politiques ou confessionnels qui n'ont de contacts avec les structures traditionnelles qu'au travers de quelques individus.

Août 1944. — Libération de Paris. L'U.N.E.F. prépare sa « reconversion », c'est-à-dire le retour à la situation d'avant-guerre d'où la volonté de collaborer avec les pouvoirs publics à la « Renaissance nationale ». Message au général de Gaulle exprimant « les sentiments de gratitude et de confiance des étudiants que groupe l'Union Nationale ». Le général fait répondre par le nouveau ministre de l'Education Nationale « qu'il était heureux de pouvoir s'appuyer sur LES organisations estudiantines, pour mener à bien l'œuvre qui doit s'accomplir ». Jamais l'on n'appréciera assez l'exquise délicatesse de ce pluriel

spirituel : l'U.N.E.F. ne bénéficiera d'aucun monopole de la part du gouvernement ! Rien d'étonnant : le ministre de l'E.N. se nomme... René Capitant! Il est vrai que l'U.N.E.F. est bien faible en 1945 non pas tant du fait de ses effectifs (25 % des 100 000 étudiants) que de par son passé politique. Quel poids aurait eu une U.NE.F. — même plus petite — mais entrée dans la résistance en 1943 ? (3). En 1945, l'apolitisme » renaissant va paralyser l'U.N.E.F.
 Malgré une cour assidue du ministère, l'U.N.E.F. montrera sa faiblesse à l'occasion de l'affaire des délégués Capitant ». Le ministre publie, en 1945, un décret instituant une représentation étudiante auprès des conseils de faculté et d'université pour les questions disciplinaires. Mais I'U.N.E.F. est incapable d'obtenir que la désignation des délégués se fasse sur une base syndicale, et dans de nombreuses villes, d'autres mouvements l'emportent. Seul, le retour, en octobre 1945, de nombreux étudiants combattants, déportés ou prisonniers, va faire souffler sur le mouvement étudiant le vent nécessaire à son renouveau qui se marquera par l'adoption de la première charte de Grenoble (1946), acte de naissance du syndicalisme étudiant.

Avant cela, l'U.N.E.F. qui n'a pas fait l'expérience de la « co-gestion » et n'en a donc pas tiré les leçons politiques, la revendique — contre le vœu du corps professoral. Outre le mode de désignation des délégués (4), la faiblesse de leurs prérogatives et leur caractère subsidiaire sont loin d'en faire les véritables « cogérants » de l'université qu'ils croient pouvoir être

A

Jusqu'à une époque récente, la lutte du mouvement étudiant contre le pouvoir ne se situait que dans quelques domaines précis — Algérie, laïcité, Sécurité sociale, libertés — sans pour autant qu'il se mit en dehors du régime.

Ainsi, lors de l'avènement du gaullisme en mai 1958 un responsable de l'U.N.E.F. pouvait-il déclarer :
• nous n'avons pas à nous situer par rapport à un régime ou un gouvernement, nous avons à nous situer par rapport à des problèmes et à des solutions, celles qu'indique le gouvernement en place ou celles que nous proposons pour les remplacer ».

Ainsi, encore, le silence prudent de l'U.N.E.F., bien que sollicitée par la S.F.I.O. et le P.S.U., à l'égard du référendum constitutionnel d'octobre 1962. L'U.N.E.F., victime de l'ambiguîté de son caractère * syndical *, ne se plaçait pas ouvertement hors du régime mais collaborait ouvertement avec l'Etat pour le développement des activités sociales jusque dans les premières années 1960 ; remplissant des tâches administratives aux côtés des pouvoirs publics dans de nombreux organismes tels que l'Organisation du Sport Scolaire et Universitaire, l'Office du Tourisme Universitaire, le Bureau Universitaire de Statistiques ; siégeant au sein du Haut Comité de la Jeunesse jusqu'en 1961 puis en 1963 ; participant à des organes consultatifs comme le conseil de l'Enseignement Supérieur, les commissions de réforme des études, la commission Armées-jeunesse, etc.

Ceci ne devait empêcher l'U.N.E.F. ni de décliner et d'entrer dans une crise telle qu'il aura fallu la révolution de mai 1968 pour lui redonner quelque vigueur ni d'être boycottée par le gouvernement Debré qui, en 1961, créait la F.N.E.F. et qui lui supprimait sa subvention pour la punir de son attitude anti-impérialiste.

La participation, alors, ne payait guère l qu'en serait-il aujourd'hui? La question se pose d'autant moins que le mouvement de la jeunesse scolarisée issu de mai est bien différent de celui qui l'a précédé.

Débarrassés de leurs illusions « syndicales » et « représentatives », étudiants, lycéens, élèves du technique n'ont que faire des tactiques traditionnelles des groupes de pression.

- (1) Association Générale d'Etudiants.
- (2) M. de La Fournière et F. Borella : Le syndicalisme étudiant ». Le Seuil. 1957.
- (3) Nous ne pouvions rien, absolument rien... L'Union nationale, association qui ne faisait pas de politique, avait le devoir de franchir cette période trouble qu'était l'occupation allemande... Nous devions durer, nous avons duré. • Villedieu, Président de l'U.N.E.F., Congrès de Dax, 1945.
- (4) Les délégués seront désignés par des bureaux élus par les étudiants au scrutin de liste majoritaire à 2 tours. Des - listes uniques d'action corporative - sont parfois présentées par les A.G.E. avec d'autres groupements.

Les Cercles Rouges ont tenu des meetings centraux dans les villes suivantes :

DIJON : 8 octobre (Cercles Rouges - E.S.U.). La montée révolutionnaire en Amérique Latine : 80 militants.

RENNES: 7 novembre: Les tâches du mouvement étudiant après mai: 300 militants.

PARIS : 17 octobre : Organisation et Spontanéité : 1.350 participants.

ROUEN : 5 novembre : Organisation et Spontanéité : 250 militants.

CAEN: 14 novembre: Organisation et Spontanéité: 150 militants.

TOULOUSE: 13 novembre: La situation politique et les tâches des militants révolutionnaires: 600 participants.
14 novembre: En avant vers l'Université Rouge: 800 participants.
Séminaires d'études: Le processus de construction du Parti Révolutionnaire: 250 militants.

EN PREPARATION :

MARSEILLE : 28 novembre : La situation politique et les tâches des militants révolutionnaires.

AIX-EN-PROVENCE : 29 novembre : En avant vers l'Université Rouge.

MONTPELLIER: 1" décembre, etc.

nantes

A la faveur des difficultés que pose la rentrée dans la plupart des facultés (locaux, encadrement, mise en place de la participation ») la loi Faure montre son vrai visage : celui d'un loi d'orientation permettant l'adaptation de l'université aux besoins du capitalisme.

Ainsi la création de super-unités d'enseignement dans la région parisienne (Dauphine, Vincennes, Antony) concrétise la volonté du pouvoir de division de l'université en super-facs formant l'élite de la nation et en instituts et résidus de facultés formant les petits cadres et techniciens dont le système a besoin.

Les premiers touchés sont les étudiants en droit et sc. éco. qui voient nombre de leurs professeurs nommés à l'improviste dans ces super-unités parisiennes. Ainsi à Nantes : deux agrégés sur deux de sciences-éco. étaient nommés à Dauphine. Refusant de se contenter des pieuses protestations émises par les régionalistes de tout poil, les étudiants de la Fac de droit et sciences économiques de Nantes prenaient en mains leur propre sort. Ils décidaient en intersyndicale UNEF-SNESup d'occuper leur fac à partir du jeudi 7 novembre pour obtenir le maintien des trois profs de rang magistral dans la section sciences économiques de Nantes. Malgré les vagues assurances fournies par le pouvoir sur la nomination de deux agrégés en janvier, donc le maintien de la section

sciences économiques à Nantes, et celles, beaucoup plus précises du doyen sur la prochaine irruption des flics, l'occupation se poursuivait. Dans la nuit du 7 au 8, les flics envahissaient la fac et l'évacuaient.

Le lendemain, le mouvement s'arrêtait pour deux raisons principales :

Isolés sur le plan local et national, les étudiants nantais ne pouvaient engager une épreuve de force avec le pouvoir et devaient donc continuer la lutte par d'autres moyens que l'occupation.

Insuffisamment reliées, dès le début de la lutte à un contexte de luttes anti-capitalistes, les revendications étaient très facilement récupérables : et par le pouvoir qui pouvait lâcher du lest au moins temporairement, et par l'administration (doyen, etc.) visant surtout à conserver le statu quo ; et par les étudiants « modérés » visant à acquérir par le biais d'un tel mouvement qu'ils contiendraient dans de strictes limites corporatistes une assise qui leur permette d'apparaître comme représentatifs.

Malgré ces ambiguités, le mouvement nantais a montré que la combattivité des étudiants est intacte, et que d'autre part la pression du pouvoir qui doit réaliser assez rapidement l'adaptation de l'université aux impératifs du système capitaliste se fait de plus en plus vive. Ces deux faits permettent une lutte contre la participation et contre la loi Faure qui ne soit pas une lutte gratuite d' - enragés -, mais une lutte contre les mesures concrètes prises au cours du 1° trimestre par le pouvoir.

CORRESPONDANT.

montpellier

Le 15 novembre au matin, l'administration de la FAC des Lettres de Montpellier, certains professeurs, aidés par quelques étudiants, avaient appelé les inscrits en 1" cycle de français, par ordre alphabétique s'il vous plait, à venir constater que la rentrée se faisait dans le calme et la discipline.

Il n'est pas inintéressant de savoir que ce sont des étudiants appartenant au dernier carré de l'U.E.C. qui avaient minutieusement préparé dans les bureaux professoraux les savantes réformes permettant • une participation véritable •.

Le Comité d'Action riposta à cette manœuvre comme il le fallait : aux cris de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » il mit un terme à la démagogie facile des participationistes ; du même coup, il prouva aux nouveaux venus que les luttes de mai continuaient. Le doyen ayant interdit des distributions de tracts et fait arracher des affiches (notamment de « Rouge ») le Comité d'Action invita les étudiants à obtenir sans tarder les libertés politiques. Aussitôt, deux cents militants, au chant de l'internationale, allaient occuper le bureau du doyen pendant une demi-heure.

Ce dernier leur garantissait alors la liberté d'affichage, de réunion dans les campus, d'utilisation du matériel technique (ce qui fut mis à profit pour l'organisation d'une journée de solidarité avec la Révolution vietnamienne).

Ces événements prouvent 4 choses :

1. — Une importante partie des professeurs et certains étudiants, jusques et y compris les adhérents au P.C.F., s'efforcent de récupérer le mouvement de mai pour le faire oublier. Une action directe permet à la fois de les ridiculiser et de démasquer leur alliance avec l'Administration qui est obligée de reculer.

2. — Un grand nombre d'étudiants même nouveaux venus dans les Facs se mobilisent rapidement sur des bases très politiques.

3. — Les Comités d'Actions, s'appuyant sur la Charte de Grenoble sont les seules structures de masse capables de reprendre l'offensive dès que nécessaire. Le bureau de l'U.G.E.M. (section locale de l'U.N.E.F.) n'a joué aucun rôle ni dans la préparation, ni dans la mobilisation, ni dans la poursuite des manifestations de la Fac des Lettres de Montpellier.

4. — Ce genre d'action dans le cadre d'une fac qui, en mai, s'était ouverte aux travailleurs, est directement utile aux militants ouvriers d'avant-garde qui, eux aussi, continuent le combat.

Correspondant - Rouge -

la lutte continue à toulouse

Le mouvement de mai à Toulouse fut différent qu'ailleurs en province. Il ne s'alimentait pas du sillage parisien, il avait commencé avant mai. Les mouvements en province ont pris le nom de 3 mai, 10 mai. A Toulouse, c'était le 25 avril. Ce jour-là : occupation de facultés, assaut de flics, heurts avec les fascistes, manifestations ; le mouvement était lancé : le 30 avril, 1 500 participants aux • 6 heures sur le Vietnam •.

SUR TOUS LES FRONTS

Les lycéens avaient, depuis la rentrée, mené des luttes et déclenché des grèves pour la liberté d'expression. Cette agitation culminant avec la journée nationale des C.A.L. Ce jour-là, 1 000 lycéens du lycée Berthelot se rendaient en manifestation au lycée Fermat. L'administration de ce dernier, bloquait toutes les issues, gardant les lycéens captifs de ce château-fort, pendant que leurs camarades de Berthelot se faisaient charger par les flics sous les fenêtres. Ceux de Fermat brisaient les vitres et essayaient d'arracher les grandes grilles des fenêtres pour sortir. Pendant ce temps le lycée Raymond Naves se mettait aussi en grève.

Le lendemain matin jeudi, des meetings se tinrent à 8 h à Raymond Naves, à 10 h à Berthelot sous la présidence d'un membre de l'ancien B.N. des C.A.L. Les élèves grévistes du C.E.T. Guynemer y assistaient. Ils expliquèrent leurs conditions de travail : Guynemer forme des tourneurs, des fraiseurs, des chaudronniers... Le bâtiment du C.E.T. est refait de neuf. Mais symboliquement on a laissé dans la cour la vieille cheminée d'usine, pour le décor et le conditionnement psychologique. Il est vrai que les élèves « font » 40 à 47 heures pour prendre l'habitude. Y compris celle des heures supplémentaires. Il est vrai aussi qu'un autre C.E.T., Galieni, rentre à la sirène d'usine...

La vie intérieure du C.E.T. est à l'image du cadre. Interdiction de fumer. Les récréations sont organisées en rotation pour que les élèves d'années différentes ne puissent pas se concerter. Ils n'ont pas le droit de stationner devant le C.E.T. Enfin, les châtiments corporels infligés par le maître d'étude, second personnage de la hiérarchie du lieu ne sont pas rares.

Le vendredi, à Guynemer, l'administration, renforcée par police, filtre l'entrée. Il y avait 300 grévistes sur 375 élèves. Les grévistes sont refusés, 20 d'entre eux sont définitivement exclus. Les élèves se regroupent et pénètrent dans l'annexe du C.E.T. pour délibérer. Les flics les délogent, arrêtent, tabassent, foncent en motos sur les élèves pour les intimider. L'administration veut casser la première grève du C.E.T.: les futurs ouvriers ne doivent pas prendre de mauvaises habitudes; la réaction est autrement vive que pour les lycées classiques.

Chessés, les élèves viennent chercher de l'aide à Berthelot puis à la faculté des lettres. Un tract est tiré, distribué en 2 heures. En fin d'après-midi une manifestation de plus de 400 lycéens et étudiants parvient devant le C.E.T. en chantant l'Internationale. Les flics chargent. Heurts. Puis la manif se disperse sans insister. Le quartier est quadrillé de C.R.S. Avant la manifestation, 5 brigades de 50 militants ont été constituées. La dispersion prononcée, elles doivent se retrouver dans le centre-ville à 10 heures pour bloquer la circulation au carrefour et expérimenter la technique « mexicaine » : badigeon d'autobus à la bombe (« solidarité Guynemer », « Guynemer = caserne », « C.A.L. vaincra ») l'opération marche bien. Le lundi les 20 lycéens sont réintégrés. Première grève, première victoire, ils ont pris conscience de leur force.

Le jour même de l'affaire Guynemer, le vendredi, on apprend qu'une entreprise de bâtiment, Fiorio (112 ouvriers), est en grève depuis 9 jours après provocation patronale. La C.G.T. a promis la solidarité, mais ne voyant rien venir, les ouvriers sont venus à la faculté des lettres, le jour même, des brigades jumelées (2 ouvriers, 2 étudiants) sillonnent la ville, distribuent des tracts et font des collectes.

LES LEÇONS DE LA PROVINCE

Tous ces événements ont eu lieu en trois jours, du mercredi 13 au vendredi 16 novembre. Les policiers locaux les attribueront peut-être aux agitateurs rouges « venus tenir deux meetings : un le mercredi sur les perspectives de rentrée (600 personnes), un le jeudi sur le mouvement étudiant (800 personnes). En fait, point n'est besoin d'aller si loin. Toulouse révèle la persistance du climat de mai. Les événements de Guynemer, de Fermat, la grève de Floriot, juxtaposés, auraient peu de sens. Mais en rapport et soutenu par le mouvement étudiant, il témoigne d'une importante combativité.

En province, la fusion étudiants-travailleurs est plus directe qu'à Paris. Les travailleurs de Fioriot ont trouvé un soutien à la fac des lettres et non à la bourse du travail. Dans les autres boites, on le saura. La fac devient un pôle. Les tables de littérature sont ressorties. La lutte continue. Le vendredi à midi, les collecteurs de Fioriot et les lycéens de Guynemer se retrouvaient à la fac, il était décidé de les faire manger au restau-U. Prise de parole, collecte de tickets. Tout allait pour le mieux si ce n'est l'intervention chagrine du responsable U.E.C. désireux de respecter le règlement du C.R.O.U.S. qui réserve le restau U aux étudiants. Ce repas commun entre étudiants, élèves de C.E.T. et travailleurs de Fioriot est plus qu'un symbole; c'est une victoire politique.

En province, le rapport de force entre l'avantgarde et le P.C.F. évolue vite.

Le P.C.F. a du mal à renouveler ses cadres. Les plus capables montent vite dans l'appareil national. Pénurie oblige. Les incapables dirigeants locaux, pris de panique devant la poussée gauchiste; excluent à tour de bras. Un moniteur de Vaillants qui faisait jouer les gosses à la guérilla a été exclu. Le poids du P.C. se dégrade tandis que la présence de l'avant-garde s'affirme partout. En province, avant Paris, l'avant-garde sera en état de damer le pion au P.C.F. : les contacts sont plus directs, plus rapides. Et très vite cette avant-garde couvre la région. Toulouse rayonne maintenant sur Pau, Tarbes, Lannemezan, Pamiers, Mirande, Rodez, Carcassonne, Albi, Figeac, Cahors, Agen. Les étudiants et les enseignants originaires de ces localités assurent la liaison.

Autant la crise révolutionnaire se jouait en mai de façon décisive à Paris, autant dans la bataille actuelle, dont une tâche fondamentale est de briser l'hégémonie et le monopole du P.C.F. sur la classe ouvrière, se joue en grande partie en province. Avec succès.

CORRESPONDANT.

marseille

Après Paris, Marseille s'est trouvé à la pointe des luttes lycéennes de la rentrée. Et cela surtout à partir du meeting du 11 octobre imposé au prix d'une nuit de bagarres et du siège en règle d'un lycée où les forces de police connurent bien des déboires.

Se fondant sur ce cas de répression flagrante, les C.A.L. lancèrent une campagne d'agitation, principalement dirigée contre le proviseur du « Lycée de la Commune » (ex-Lycée Thiers), qui avait en personne appelé à l'intervention policière. Un de nos camarades de ce lycée aperçu par l'administration au moment où il distribuait des tracts demandant la démission du Proviseur, fut menacé d'exclusion et de poursuites judiciaires. Le C.A.L. lance alors le mot d'ordre de grève qui est suivi à 80 %, et obtient qu'aucune sanction ne soit prise par un conseil de discipline illégal, boycotté d'ailleurs par une partie des professeurs et les délégués des élèves.

Entre temps, dès le lundi, le Lycée Technique Saint-Tronc s'était mis en grève pour protester contre le système des compositions. Il fut bientôt rejoint dans la lutte par les Lycées Nord, Diderot, Rempart. C'est sur cette base que fut décidée pour le vendredi 28 novembre, une journée d'action à l'échelle de Marseille, en vue d'élaborer une plate forme commune de revendications pour la ville. Les C.E.T. commencèrent à ce moment-là à se joindre au mouvement, et les meetings qui se tenaient quotidiennement à la Fac rassemblèrent jusqu'à 700 lycéens.

Suivant le mot d'ordre d'une journée nationale d'action lancé par leur Bureau National, les C.A.L. de Marseille purent en dresser ce bilan :

- 10 établissements en grève (dont deux lycées de filles et 3 C.E.T.);
- Des meetings dans divers lycées ;
- et un meeting central à la Fac, rassemblant 2.000 lycéens sur le thème : la place des lycéens dans la Société et l'Université de classe.

(A noter que ce meeting, par manque de préparation, n'a pas donné tout ce qu'on en attendait).

Mais plus important peut-être est le fait que dans de nombreux cas, les revendications ont été effectivement satisfaites. Et c'était là un objectif essentiel du Mouvement : pour faire pièce au réformisme et faire que la grève, considérée comme un moyen d'action, aboutisse, le mouvement s'était fixé comme but l'obtention de revendications minimales, intégrables par les administrations, mais dont la satisfaction accroit la combattivité des lycéens.

AUX ETUDIANTS
ALLEMANDS,
AUTRICHIENS,
ROUMAINS,
YOUGOSLAVES,
FRANÇAIS ET
ANGLAIS

Chers camarades,

Dans la situation tragique qui s'est créée par l'intervention militaire traître des troupes des cinq pays, membres du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, situation qui devient de plus en plus pénible pour notre peuple, nous vous demandons de vous solidariser avec le mouvement étudiant tchécoslovaque.

Dans notre lutte politique, nous ne voulons pas exagérer le rôle des étudiants; nous sommes persuadés que seul le peuple tchécoslovaque avec sa classe ouvrière en tête, aidé par le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, puisse se libérer du joug qui l'opprime. Mais nous sommes également convaincus que les étudiants, étroitement liés aux ouvriers, ont non seulement le droit, mais aussi le devoir de lutter contre les conséquences néfastes de la politique des concessions pratiquée par nos dirigeants actuels.

Contre l'ingérence perpétuelle des dirigeants soviétiques dans les affaires internes de notre peuple, ingérence qui, pratiquement, détermine notre situation politique, contre la brutalité de notre police qui s'est manifestée le 28 octobre et surtout le 7 novembre pendant les démonstrations spontanées de la jeunesse lycéenne et ouvrière, contre les mesures privant notre vie politique des dernières traces des libertés de parole et de réunion, contre la mobilisation des forces quasi-fascistes qui se sont créées au sein du Parti Communiste et qui sont tolérées par celui-ci, forces qui dans le cadre de leur collaboration la plus étroite avec les représentants militaires et civils du pouvoir soviétique exigent le massacre des forces progressistes authentiquement socialistes et la terreur à l'égard du peuple, contre la désillusion de notre peuple et la résignation partielle qui en découle, nous préparons les formes paisibles de la lutte politique : les meetings dans les facultés, les démonstrations dans la rue, les meetings communs des étudiants et des ouvriers, le boycottage des cours, les grèves d'occupation, etc. Nous envisageons ce combat comme une lutte pour la pensée politique des étudiants et pour l'unité des étudiants et des

Les étudiants de Prague et des autres villes ont déjà organisé leurs réunions et meetings (parfois accompagnés du boycottage des cours ou des grèves d'occupation), ils ont également élu leurs représentants dans les Comités de grève qui envisagent une grève générale des étudiants tchécoslova-ques (on discute actuellement du moment et de la durée de la grève), ils ont formé leurs nôtre représente dix Facultés et Ecoles supérieures de Prague), ils sont entrés en contact avec les ouvriers de plusieurs entreprises de Prague, ils ont assuré la coordination du mouvement étudiant dans toute la République, y compris en Slovaquie.

Dimanche prochain, le 17 novembre, nous célébrons la Journée internationale des étudiants. C'est l'anniversaire de la mort tragique de l'étudiant praguois Jan Opletal qui, il y a 29 ans, a été victime de la lutte contre l'envahisseur nazi. Mais c'est aussi l'occasion de se souvenir des victimes qui ont trouvé la mort pendant la montée révolutionnaire après le 20 août de cette année.

Nous vous demandons, chers camarades, de manifester votre solidarité avec le peuple tchécoslovaque et sa lutte pour le socialisme, avec les étudiants tchécoslovaques et toute notre jeunesse. Nous sommes persuadés que la Journée internationale des étudiants vous offre une date opportune.

Fraternellement

LE COMITE D'ACTION DU 17 NOVEMBRE

vive la résistance des ouvriers et des étudiants tchécoslovaques

Brejnev peut à bon droit s'estimer satisfait des résultats de la dernière session du comité central du P.C. tchécoslovaque.

La « normalisation » progresse à pas de géant. Les dirigeants staliniens les plus marqués par leur « collaboration » avec les Soviétiques, souvent complices de l'intervention militaire, réoccupent les postes clés à la tête du parti, des ministères et de l'information. Le sinistre Bilak qui réclame dans « Rude Pravo » que l'on désigne avec leurs noms et leurs adresses les forces anti-socialistes », préside la délégation tchécoslovaque qui s'est rendue à la conférence internationale de Budapest. Et, signe des temps, pour la première fois « Neues Deutschland », organe du P.C. d'Allemagne Orientale, loue l'action de « Dubcek qui a fait de grands efforts pour satisfaire les demandes de l'Union Soviétique en condamnant la démocratie bourgeoise et "l'irresponsabilité" de la presse. »



Neues Deutschland déforme quelque peu les faits, selon une habitude bien établie, mais il n'en reste pas moins que l'autocritique de l'action de la direction du parti et de l'Etat depuis janvier 1968 qu'entreprend la résolution du comité central représente un sensible rapprochement vers les thèses soviétiques qui servent à justifier l'intervention militaire. Cette direction reconnaît avoir commis tant d'erreurs et fait preuve de tant de faiblesse qu'il est permis de se demander si le « redressement » était possible, en prenant la résolution au pied de la lettre.

On reproche surtout à cette direction, de n'avoir pas réprimé sévèrement les « forces anti-socialistes » et de ne pas avoir mis au pas la presse, la radio et la télévision qui sont décidément responsables de tous les maux. Tout cela, Brejnev, Ulbricht et Gomul-ka l'affirmaient depuis fort longtemps.

La résolution va encore plus loin en admettant que « les accords de Cierna et de Bratislava n'ont pas été suivis d'application effective, de mesures d'organisation et des remaniements de cadres nécessaires. »

Cela rejoint également ce qu'ont avancé les Cinq pour légitimer leur action armée.

Il est dit aussi, il est vrai, que la politique de janvier sera poursuivie. Ce qui est une manière, sans doute, d'apaiser les justes appréhensions du peuple tchécoslovaque et pour l'équipe Dubcek — où ce qu'il en reste — de se disculper. Mais cela exprime aussi certaines ambiguïtés de ce cours qui, pour une partie de la bureaucratie dirigeante, était une tentative d'apporter certaines novations et assouplissements à son système de gouvernement sans toutefois y porter atteinte profondément.

L'accord existe plus largement, avec et y compris les éléments staliniens, pour ne pas revenir aux aberrations et à la sclérose de l'époque Novotny, pas plus que Kadar n'est retourné vers Rakoscy. Entre cette vision bureaucratique du cours de janvier et les aspirations des masses tchécoslovaques, il existe un abime.

NATURE DE LA DIRECTION DUBCEK

Il faut rappeler que la désignation de Dubcek à la direction du parti fut une opération d'appareil conduite dans le plus parfait secret. Brejnev accouru à l'appel de Novotny ne voyait rien de choquant dans la politique de Dubcek qui fut, somme toute, porté à la direction par des « conservateurs » triés sur le volet par Novotny. Il ne disposait à ce moment là, et pendant longtemps encore, d'aucun soutien populaire, ne tirant une certaine force que de la fronde des étudiants et des intellectuels. Les travailleurs étaient réservés, voire méfiants, à l'égard des technocrates de l'entourage de Dubcek, et Novotny tenta un moment d'en tirer profit. C'est la résistance qu'opposa Novotny, sa tentative de recours à une action militaire, qui mit le feu aux poudres. Dubcek restait en position de faiblesse dans l'appareil.

Les campagnes de la presse et de la télévision lui assurèrent la survie. Il est bien certain que les journalistes allèrent plus loin qu'il ne le souhaitait.

Dubcek limita néanmoins les remaniements dans l'appareil laissant en place des novotniens notoires à des postes essentiels et n'épurant pas, notamment la police politique, responsable des pires sévices. Il dénonça à maintes reprises les « excès » de la libéralisation. Sa popularité grandit surtout grâce aux attaques des Soviétiques et aux campagnes de leurs alliés; à mesure, aussi, que se faisait jour la menace militaire. Tributaire de l'appui populaire, la pression des masses le conduisit, vraisemblablement, plus loin qu'il ne projetait d'aller. Les vues limitées de réforme « progressiste » du régime bureaucratique ne lui permettaient pas, en tous cas, de concevoir une résistance de masse à l'occupation soviétique qui va de pair avec une révolution anti-bureaucratique instaurant une véritable démocratie socialiste. Il a donc choisi l'alignement sur Moscou qui le condamne chaque jour davantage aux yeux des masses tchécoslovaques, sans trouver grâce auprès des maitres du Kremlin.

LA JEUNESSE ET LA CLASSE OUVRIERE NE CAPITULENT PAS

Le fait important de ces derniers jours est le magnifique mouvement de grève des étudiants tchécoslovaques qui a remporté un succès retentissant tant par son ampleur et sa parfaite organisation, que par le large soutien des travailleurs dont il a bénéficié.

Ce n'est pas par hasard si cette grève à coincidé avec les travaux du comité central. Elle a mieux fait ressortir ainsi le divorce grandissant entre les masses populaires (ou leurs couches les plus avancées) et les dirigeants du parti, soucieux de suivre les injonctions de Moscou. Si la grève se proposait de peser sur la délibération du comité central, elle n'a pas spécialement atteint ce résultat et elle ne pouvait l'atteindre dans les conditions actuelles. Peut-être n'est-il pas mauvais que cette démonstration ait été faite pour dissiper toute illusion à l'égard de cette direction. Mais si, les décisions du comité central, n'ont pu être infléchies, son impuissance à sévir contre ce mouvement en dépit des graves menaces proférées est un certain constat d'échec.

Le contraste, en tous cas, entre les décisions du comité central et le programme en dix points des étudiants qui a été largement diffusé et affiché sur les murs, n'a pu manquer de frapper les esprits. Nous ne disposons pas encore de ce texte complet mais nous savons qu'il comporte les points suivants :

- Confirmation du programme d'action adopté par le parti en avril
- Eviction de Bilak et Indra de toute fonction dirigeante.
- Limitation à six mois du règlement sur la censure.
- Confirmation de la poursuite de l'expérience des conseils ouvriers.

Les étudiants n'envisagent nullement leur grève comme une action sporadique. C'est plutôt le début d'une grande bataille.

Ils ont voulu, disent-ils, « expérimenter l'organisation d'une grève ». Ils ont mis en place un dispositi
complet : dortoirs, cantines, salles de distractions
création d'une coordination avec les autres facultés
etc. Mais leurs principal souci a été la liaison avec
les autres couches de la population, notamment avec
les ouvriers car c'est une résistance d'ensemble
qu'ils visent, contre l'occupation et contre la politique d'abandon de la direction du P.C.T.

L'approbation populaire de cette grève a dépassé toutes les prévisions et l'on comprend que les Dubcek, Cernik et Hutak soient un peu affolés. Des artistes en renom et l'orchestre philarmonique de Prague sont venus dans les facultés. Les messages de sympathie ont afflué de partout, que reproduit la presse en dépit de la censure. Des dons et le produit de collectes réalisées spontanément arrivent également. Mais c'est surtout l'arrivée de nombreuses délégations ouvrières dans les université, venant participer aux meetings, qui a retenu l'attention.

Des résolutions de solidarité ont été adoptées dans de grandes entreprises dont l'usine Skoda. Des grèves d'un quart d'heure ou d'une demi-heure se sont déroulées pendant que dans d'autres usines on actionnait les sirènes en guise de sympathie.

Les cheminots de Prague ont averti qu'ils se mettraient en grève au cas où le gouvernement prendrait des mesures répressives contre les étudiants. Les étudiants peuvent affirmer à bon droit, dans ces conditions que les objectifs de la grève ont été atteints.

Ce mouvement encourage, évidemment, la résistance de toutes les couches de la population. Les journalistes qui sont particulièrement visés par la résolution du comité central ont également tenu un meeting de protestation contre la suspension qui a frappé les hebdomadaires « Reporter » et « Politika ». Ils ont décidé de faire grève si un journaliste venait à être arrêté.

Face à cette agitation, Dubcek, Cernik et Husak, alternent les menaces et les promesses de poursuivre le cours de janvier auxquelles nul ne peut plus prêter foi car elles sont démenties chaque jour par les faits et surtout par le fait principal qui est l'occupation soviétique. En vérité la liberté d'action de Dubcek se réduit sans cesse et ce n'est assurément pas lui qui est le maître du jeu. Il perd simultanément sur les deux tableaux et est condamné à terme.

La différenciation politique est désormais engagée. Elle peut se faire jour maintenant à partir d'une expérience amère et douloureuse qui fait ressortir toute l'ampleur du problème d'une nouvelle révolution qui devra s'affranchir de la domination soviétique et du règne de la bureaucratie pour donner réellement le pouvoir aux travailleurs.

ORGANISER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Les ouvriers, les étudiants, les intellectuels tchécoslovaques ne doivent pas se trouver seuls dans cette lutte difficile et périlleuse. Ils doivent bénéficier d'un puissant soutien international. L'attitude hypocrite des dirigeants du parti communiste français ne peut être passée sous silence.

Ils condamnent l'intervention militaire soviétique mais ils approuvent la « normalisation » qui signifie l'occupation militaire et la mise au pas de la Tchécos-lovaquie sous l'égide du Gauleiter Koutznetzov.

Il faut surtout, dit Etienne Fajon, ne pas « laisser la discussion sur la Tchécoslovaquie accaparer tout notre temps! »

C'est l'aveu que l'on en discute beaucoup parmi les militants du P.C.F. — trop au goût de Fajon. Mais c'est surtout chercher à faire passer la Tchécoslova-quie dans l'oubli et à faire comme si rien ne s'était passé. Derrière ce désir d'oubli il y a la crainte du P.C.F. de voir se désintégrer le système bureaucratique, grosse d'une vaste crise en U.R.S.S. comme ailleurs — et peut-être plus qu'ailleurs — et sa volonté de préserver ce système.

La condamnation de l'agression contre la Tchécoslovaquie n'a aucun sens si l'on se dérobe à la

- pour l'évacuation immédiate et inconditionnelle du territoire tchécoslovaque ;
- pour la défense des militants de la résistance contre la répression ;
- pour la solidarité avec les étudiants, avec les ouvriers, avec les intellectuels tchécoslovaques.

L'action d'éclat des étudiants les désigne en premier lieu à la répression. Le cri : « Vivent les étudiants tchécoslovaques! » mille fois répété à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse ; à Milan, Berlin, Bruxelles, Londres et New York doit les protéger de la vindicte des bureaucrates.

vietnam

NE PAS APPARAITRE VAINCU...

Sur le plan des opérations militaires, c'est la même chose qu'avant...
 il y a seulement quelques règles nouvelles à respecter » déclarait la semaine dernière un officier de l'Etat-Major américain à Saigon au correspondant local du New York Times...

En un mot, le génocide continue. Ces dernières semaines, on a même enregistré des nombres records de bombardements aériens du territoire sud-vietnamien, notamment près de la zone démilitarisée. Vaincu, contraint de négocier dans les conditions les plus défavorables, l'impérialisme tente de masquer sa défaite derrière un écran de fumée : sa supériorité technique. Depuis ses bases de Thailande et d'Okinawa, il redouble les bombardements aériens les plus aveugles et les plus meurtriers. Peutêtre espère-t-il, par la même occasion, faire pression sur les négociations de Paris? Vain espoir! Depuis des années, les Vietnamiens font face à ce genre d'intimidation; aujourd'hui, ils ont encore moins de raisons qu'avant de céder.

... OU « DE L'HABILE UTILISATION DES MARIONNETTES »

Mais dans le genre - écran de fumée », on vient d'assister à une opération de grand style à laquelle les pratiques - simples - et sans nuances du cow-boy Johnson ne nous avaient pas préparés. Les générauxmarionnettes de Saigon refusent de s'asseoir à la table de négociation en face des représentants du F.N.L. Quelle aubaine pour Washington I... Les pantins tiennent le devant de la scène; le grand public américain et mondial en oublie les concessions majeures que l'impérialisme vient de faire. Et surtout, comme il est con-fortable d'apparaître flanqué sur sa droite de quelques - ultras - aboyant bien haut !!! A la table de négociations, cela vous met en position d'honnête courtier attaché à la paix et quémandant des concessions, non pas pour soi, mais pour raccommoder les extrêmes...

Dans le cas présent, les ficelles sont tout de même un peu grosses! Les généraux de Saigon ne sont rien sans les subsides quotidiens de leur maître. S'ils ne font plus l'affaire, c'est-à-dire s'ils ne servent pas au mieux la politique du moment, on les remplace. Cela demande deux heures tout au plus, comme la démonstration en a été faite par le passé. Quant aux hommes de rechange, ils sont aujourd'hui légion ceux qui, espérant sauver quelques dollars et leur peau, sont prêts à participer à un « gouvernement » de négociation.

Il faut donc bien en convenir. Thieu et Ky, en se donnant des airs d'indépendance, servaient une fois de plus, la dernière sans doute, leur maitre. Peu importe qu'à un moment ou à un autre ils se soient laissé griser au point de croire que Nixon continuerait à leur donner un semblant de vie... L'essentiel est de voir de quelles manœuvres grossières l'impérialisme américain est capable afin de s'assurer quelques avantages à la table de négociations, face à son vainqueur : le peuple vietnamien.

Encore une fois, la responsabilité des révolutionnaires qui ne se battent pas pour la « paix », mais pour la « victoire » totale des Vietnamiens est aujourd'hui capitale.

- INTENSIFIONS L'ACTION POUR
 LA VICTOIRE DU F.N.L!
 EXIGEONS:
- LE RETRAIT IMMEDIAT ET TOTAL DES TROUPES U.S. ET SATEL-LITES.
- LE DEMANTELEMENT DES BA-SES U.S.
 F.N.L VAINCRA I





après les élections

La campagne électorale aux Etats-Unis a été dominée par le mécontentement des électeurs : mécontentement qui n'a point pris une expression explosive chez la grande majorité des citoyens, mais qui a été suffisamment prononcé pour que tous les candidats agitent le même thème : « il faut que ça change ».

L'OPPOSITION A LA GUERRE DU VIETNAM S'ACCROIT SANS CESSE

La raison principale de ce mécontentement, c'est évidemment la guerre du Vietnam. La majorité des électeurs en ont assez de cette guerre, soit parce qu'ils en conçoivent le caractère injuste (c'est vrai pour l'aile marchante du mouvement anti-guerre, chez les jeunes, les intellectuels et les militants radicaux noirs), soit parce qu'ils se rendent compte que la tentative d'écraser par la force le F.N.L. et la R.D.V. a échoué, soit parce qu'ils considèrent que le gouvernement américain a engagé « trop de forces sur un front périphérique » (c'est l'avis d'une bonne partie du Grand Capital).

Les trois « grands » candidats à la présidence ont dû tenir compte de ces sentiments d'hostilité à la guerre ; ils ont tous les trois promis de « ramener la paix » par la voie de « négociations dans l'honneur ». Les nuances qui séparaient à ce sujet Nixon de Humphrey étaient insignifiantes. Et même Wallace disait pratiquement la même chose.

Le choix du général Le may comme candidat à la vice-présidence coûta beaucoup de voix à Wallace, dès que son partenaire eût prononcé devant la T.V. ses premières paroles équivoques, qui pouvaient être interprétées comme un chantage à l'emploi d'armes nucléaires au Vietnam. Et il est significatif que Wallace s'efforça — mais en vain — de défaire l'impression créée par Le May qu'il était « belliciste ».

La lassitude à l'égard de la guerre est telle aujourd'hui que l'anti-communisme belliciste n'est plus payant électoralement, aux Etats-Unis.

Certes, la grande bourgeoisie américaine hésite encore sur la voie à suivre pour mettre fin à sa sale guerre au Vietnam. Le fait qu'elle n'ait permis à aucune « colombe » à la Mac Carthy de devenir candidat à la présidence d'un des grands partis reflète ces hésitations. Il explique aussi pourquoi le mouvement anti-guerre n'a pas été ramené dans le giron du parti démocrate — comme auraient voulu le faire les sociaux-démocrates et le P.C. qui ne soutint sa propre candidature que dans deux Etats... du bout des lèvres.

Les militants du mouvement anti-guerre donnèrent en partie leur appui aux candidats minoritaires à la présidence qui prirent une position nette en faveur du retrait immédiat et inconditionnel des troupes américaines du Vietnam : Fred Halstead, candidat du Socialist Workers Party (trotskyste), présenté dans 20 états ; Dick Gregory, le célèbre acteur noir, présenté par une coalition de forces petites-bourgeoises et radicales sous le nom de Parti de la Liberté et de la Paix, et le leader nationaliste noir Eldridge Cleaver, représentant une coalition du même genre. Si ces trois candidats avaient en commun des positions contre la guerre du Vietnam et pour l'appui aux



revendications radicales des noirs, seul Fred Halstead et son compagnon noir Paul Boutelle défendirent un programme socialiste concret pour la lutte contre le règne du capitalisme aux Etats-Unis.

Une autre partie des militants du mouvement antiguerre se désintéressa complètement de la campagne
électorale, et se concentra sur des actions de propagande et des manifestations contre la guerre. De
nombreuses manifestations de ce genre eurent lieu
en pleine campagne électorale. La plus spectaculaire
d'entre elles fut une manifestation, à San Francisco,
de 500 soldats, accompagnés de 15 000 civils. Un
large front unique incluant la Young Socialist Alliance
et les S.D.S. appuya cette manifestation qui marque
un tournant du mouvement anti-guerre : l'action des
soldats eux-mêmes, l'action au sein de l'armée, passe
au premier plan.

L'INFLATION CAUSE UN MALAISE AU SEIN DES SYNDICATS

La guerre du Vietnam n'était pas le seul sujet de mécontentement de l'électorat américain. L'inflation ronge petit à petit les augmentations de salaires. Depuis deux ans, les revenus réels disponibles des travailleurs ont cessé d'augmenter. La hausse du coût de la vie et des impôts provoque un début de malaise parmi les salariés, qui se traduit par une irritation croissante à l'égard de la bureaucratie syndicale, complètement intégrée dans le parti démocrate.

On eut une image de cette irritation lorsque Walter Reuther, le Chef du Syndicat des ouvriers de l'automobile, convoqua fin septembre à Détroit un congrès de routine pour obtenir l'appui aux candidats démocrates à la présidence; le nombre de délégués qui participèrent au congrès dépassa à peine la moitié!

Ce clivage entre la base syndicale et le parti démocrate va-t-il s'élargir ? Peut-être pas dans l'immédiat. L'élection de Nixon signifie que les nouveaux tenants de la Maison Blanche chercheront à combattre l'inflation plus sévèrement que ne le fit l'équipe démocrate. Et en régime capitaliste, une politique de déflation s'exprime toujours par un accroissement du chômage.

Les associations patronales l'ont proclamé cyniquement au cours de la campagne électorale : il faut 5,5 à 6 % de chômeurs pour « vaincre l'inflation ». Si les Républicains devaient attaquer à la fois l'emploi et les salaires réels des travailleurs, les chefs syndicaux y verraient une justification de leur politique d'appui aux démocrates.

Mais à plus long terme, n'importe quel gouvernement bourgeois américain sera obligé de s'attaquer aux avantages salariaux dont jouissent les travailleurs américains : les salaires réels qui sont le double de ceux des travailleurs d'Europe occidentale, et le triple ou le quadruple de ceux des ouvriers japonais. La concurrence internationale ne permet plus de tels écarts de salaires, lorsque les niveaux de production se rapprochent sensiblement.

Or, s'ils manquent encore totalement de conscience politique et qu'ils se laissent facilement entraîner à approuver la politique impérialiste de leur gouvernement, les travailleurs américains ont une conscience syndicale, trade-unioniste très élevée, et défendent avec acharnement leurs droits acquis. L'obligation dans laquelle va se trouver l'impérialisme américain d'attaquer ces droits créera dans les années à venir les bases d'une radicalisation massive du prolétariat.



LA DESINTEGRATION DES GRANDES VILLES SE POURSUIT

Autre cause de mécontentement populaire, la désintégration rapide de la vie civilisée dans les grandes villes américaines. C'est un des aspects les plus frappants des contradictions du régime capitaliste que la nation la plus riche du monde, qui se permet le luxe de gaspiller des milliards de dollars en récipients et emballages perdus, pour les jeux du hasard, l'alcool ou la drogue, ne trouve pas les moyens nécessaires pour financer des services publics dignes de ce nom.

La Poste se trouve en état de crise avouée, entre Washington et New York, une lettre avance aujour-d'hui plus lentement à l'âge des avions supersoniques qu'à l'époque des diligences et des courriers à cheval du **Mild West**. De grandes villes connues, Austin et Phœnix (un demi-million d'habitants) ne possèdent d'aucun moyen de système de transport en commun, dans d'autres métropoles, comme à New York ou à Los Angeles, ces transports sont irréguliers, peu confortables, et souvent interrompus par des crises.

L'enseignement se caractérise par un clivage frappant entre les écoles pour gens aisés et les écoles pour pauvres, ou les classes bondées, le personnel peu qualifié, mal payé, le manque de matériel et un milieu social défavorisé se combinent pour produire des drop-outs (cafés) à la chaîne.

La veille des élections, la police et les pompiers de New York étaient en grève pour protester contre des traitements jugés trop bas. Et les grandes villes deviennent si sales que les habitants des quartiers « chics » préfèrent entretenir un service privé de nettoyeurs des rues — pour autant qu'ils ne déménagent pas vers la banlieue.

Cette désintégration des cadres normaux d'une ville civilisée — de civilisation bourgeoise s'entend l — a eu des effets inévitables : accroissement de la criminalité, de l'ivrognerie, de la corruption, du vice organisé. Les principales victimes en sont les pauvres, avant tout les noirs, parqués dans d'effroyables ghettos insalubres — à New York, à Chicago, à Cleveland, sans parler des villes du sud — cela dépasse la misère des logements dans la plupart des pays d'Europe occidentale — attaqués par les rats, la saleté, les épidémies et cyniquement trompés par des administrations corrompues. C'est là la cause fondamentale de la radicalisation du prolétariat noir qui se poursuit de manière irréversible. Mais les

mass média préfèrent mettre l'accent sur le vol-àla-tire, ou la délinquence juvénile, plutôt que de parler des groupes organisés, souvent étroitement liés aux appareils de politiciens véreux. De là le thème de « law and order » (« la loi et l'ordre » agité par Nixon et Wallace au cours de la campagne électorale et qu'Humphrey reprit un peu gêné).

Ce thème eut des échos réels parmi la bourgeoisie moyenne et petite, bornée et égoïste? « Résoudre » la contradiction, à force de répression, n'est-ce pas le premier reflexe des capitalistes, partout dans le monde? Le même thème agité par Wallace avec une véritable frénésie anti-noire rassembla les « petits-blancs » du Sud, comme on pouvait s'y attendre. Mais son succès parmi les travailleurs blancs du Nord est beaucoup plus limité qu'on ne l'avait craint au début de la campagne électorale.

LE SYSTEME POLITIQUE EST EBRANLE

Ce qui frappe lorsqu'on examine l'attitude des « grands candidats » à la présidence à l'égard de tous ces sujets de mécontentement, c'est leur incapacité à proposer quoi que ce soit de neuf ou d'original. Le contenu de slogans creux et de formules passepartout, ces candidats ne prétendirent même pas défendre des solutions aux grands problèmes qui agitent l'opinion américaine. En même temps, rien d'essentiel ne les opposa les uns aux autres ; ces élections avec tout le vacarme et tout le carnaval qu'elles entraînent, ne donnent aux larges masses d'électeurs aucune possibilité réelle de choix!

Certes, il n'y a là rien de neuf : le système bipartite laisse depuis longtemps aux électeurs un choix fictif entre deux variantes de la même politique capitaliste. Mais il y a quelque chose de nouveau dans le fait que des couches larges de la population américaine — du moins dans les grandes villes — ont pris clairement conscience de l'aspect factice des joutes électorales. Jamais il n'y eut tant d'indifférence à l'égard de la campagne électorale de la part du large public.

Jamais tant de plaisanteries féroces à l'adresse des trois - grands - candidats firent leur apparition, non seulement dans la presse radicale et jeune, sur des affiches ou des buttons (un des slogans largement répandus est d'une crudité qu'on n'oserait point imiter en France : - Où donc est Oswald, maintenant que nous avons besoin de lui? ->), mais encore dans des programmes de TV suivis par des dizaines de millions de téléspectateurs.

Manifestement, une partie de l'électorat américain se sent éliminé du jeu politique traditionnel. La scandaleuse répression policière lors de la convention démocrate de Chicago renforce l'impression que tout ce jeu est téléguidé par des forces sur lesquelles la masse des élections n'a point de prise, dans le cadre du régime. Et comme, il s'agit de la partie la plus articulée de la population, cela constitue un début de crise profonde du système politique aux Etats-Unis. C'est cette aliénation d'une partie des électeurs à l'égard du système bipartite traditionnel qui a causé la défaite de justesse d'Humphrey.

La crise de ce système, c'est la crise de la coalition roosveltienne qui maintenait les syndicats, les intellectuels, la jeunesse radicale et le mouvement noir lié à l'appareil du parti démocrate, Johnson et Humphrey n'ont pas pu maintenir l'intégralité de ces forces coalisées. Ce n'est pas tant une question de faiblesse politique ou de médiocrité personnelle qu'un reflet des contradictions sociales qui s'aggravent progressivement, des réserves qui s'amenuisent et de la marge de manœuvre qui se rétrécit.

LA POLARISATION A COMMENCE

La désagrégation de la coalition démocrate profite à l'extrême-droite, elle crée un climat préfasciste » se lamentaient les libéraux réformistes de tout poil, ainsi qu'une bonne partie de la « nouvelle gauche ». Le résultat des élections et surtout une anaiyse approfondie des forces sociales en mouvement permettent d'arriver à des conclusions beaucoup moins pessimistes.

Il n'y a encore rien d'équivalent à gauche, à la force électorale que Wallace a rassemblée à l'extrême-droite, dira-t-on. Mais cette force reste largement conservatrice, amorphe passive. Elle est faite de petits businessmen peu enclins à descendre dans la rue aussi longtemps qu'ils ne seront ruinés. Par contre, dans la jeunesse, chez les étudiants, qui sont au nombre de six millions, et les jeunes travailleurs noirs, l'activisme est presque exclusivement un activisme de gauche.

Nous assistons ainsi au début d'un processus de polarisation où la gauche a deux atouts de marque : elle a pour elle la jeunesse, par l'intermédiaire des travailleurs noirs et des jeunes travailleurs. Sa radicalisation pénètre petit à petit au sein du prolétariat blanc. L'attaque dont le niveau de vie fera l'objet finira par le faire pencher vers la gauche.

Les révolutionnaires américains voient ainsi s'ouvrir devant eux des possibilités d'une rapide expansion. Le marxisme progresse par bonds dans les Universités et les ghettos, demain il rejaillira dans les grandes usines. Leur responsabilité est non moins grande. Car de leur capacité d'orienter ces immenses énergies en gestation vers des solutions anti-capitalistes, vers une Amérique socialiste, dépend dans une large mesure le sort de l'humanité dans les deux, trois décennies à venir.

la bourgeoisie défend sa monnaie les travailleurs défendent leurs intérêts de classe!

Le 11 novembre, le soldat inconnu, mort pour la France, dont on fleurissait la tombe en aurait eu le souffle coupé une deuxième fois! Qui donc étaient ces patriotes qui, spéculant contre la monnaie nationale, partaient, vers l'Allemagne ou la Suisse, les valises bourrées de fric pour mettre leur magot à l'abri des désordres monétaires? Tout simplement les mêmes qui par la bouche de Marcelin dénonçaient les groupuscules financés par l'étranger? Le nationalisme pour la bourgeoisie est une notion bien élastique qui se tend lorsqu'il s'agit de frapper à gauche mais se détend lorsqu'il s'agit de ses gros sous!

Aujourd'hui, le nationalisme de la Bourgeoisie prend la forme de la « défense » de la monnaie nationale ». Quel est le sens réel, sur le plan des rapports de classes de ce slogan?

I. – QUE SIGNIFIE DEFENDRE LA MONNAIE?

« Défendre la monnaie » signifie en gros, du point de vue technique, agir en sorte que les Français et les étrangers qui possèdent des francs gardent une confiance suffisante en cette monnaie pour ne pas se précipiter à la Banque de France pour l'échanger contre d'autres devises (dollar, mark...). Lorsque ce phénomène se produit, les réserves en devises étrangères de la Banque de France s'épuisent rapidement. « Défendre le franc », à ce premier niveau, c'est défendre les réserves monétaires.

— Mais, le montant des réserves en devises étrangères est dépendant du commerce extérieur. Si l'on exporte beaucoup de marchandises, il entre en France beaucoup de devises étrangères qui viennent grossir les réserves; au contraire, si l'on importe beaucoup, il faut, pour payer l'étranger sortir beaucoup de devises étrangères des caisses de la Banque de France et les réserves tendent à s'épuiser. « Défendre le franc » signifie donc à ce second niveau : défendre les exportations françaises.

— Mais comment peut-on défendre les exportations françaises? Pour défendre les exportations françaises, il faut agir de telle sorte que les produits français soient concurrentiels sur les marchés internationaux, c'est-à-dire que leur prix soit moindre que ceux des produits d'autres pays. « Défendre le francsignifie donc maintenant : défendre les bas prix des produits fabriqués par les capitalistes français à destination des pays étrangers.

C'est à ce niveau d'analyse qu'apparaît le rapport de classe masqué par les salades techniques sur la « défense de la monnaie » dont nous abreuve la presse bourgeoise.

En effet, pour la bourgeoisie, maintenir les prix bas à l'exportation ne peut évidemment signifier qu'elle va pour cela réduire ses marges bénéficiaires! Pour la bourgeoisie, maintenir les produits français concurrentiels à l'exportation cela signifie réduire les coûts de productions, notamment en freinant les salaires et en augmentant les cadences... Lorsque le premier ministre parle « des nécessaires sacrifices qui devra faire la France pour défendre sa monnaie », c'est naturellement aux sacrifices de la classe ouvrière qu'il pense! Ainsi donc, en dernière analyse, « défendre la monnaie » consiste à défendre les marges bénéficiaires des capitalistes exportateurs tout en faisant supporter le coût de l'opération à la classe ouvrière dont on freine pour cela les revenus et la consommation.

Ainsi donc, la politique monétaire n'a rien de mystérieuse ! la monnaie n'est qu'un instrument parmi d'autres dans la lutte pour la répartition de la richesse nationale.

II. – POURQUOI LA BOURGEOISIE EST-ELLE OBLIGEE DE « DEFENDRE » SA MONNAIE DEPUIS MAI ?

Les événements de mai ont provoqué une crise de confiance dans le franc. Les richards nationaux ou étrangers se sont dépêchés de mettre leur magot à l'abri en échangeant tous leurs francs contre d'autres monnaies, notamment des marks. En effet : « On ne sait jamais, les sales gauchistes étaient bien capables de faire accoucher une Révolution Socialiste »!

Du fait que les devises étrangères ont commencé à sortir des coffres, les réserves de la Banque de France ont commencé à se réduire. Par ailleurs, les augmentations de salaires ont entrainé des hausses de coûts, donc des prix des produits à exporter, ce qui a provoqué naturellement un freinage des exportations des produits français qui devenaient relativement trop chers sur les marchés internationaux. Ceci fut une autre source de détérioration des réserves.

Enfin, toute une série de mesures précipitées (impôts sur les successions, contrôle des changes établi puis supprimé) ainsi que des rumeurs concernant l'avenir d'autres monnaies (réévaluation du mark) ont accru l'inquiétude des détenteurs de capitaux en francs et accéléré ces dernières semaines les sorties de devises étrangères. Depuis le mois de mai jusqu'au 20 novembre, plus de 3 milliards de dollars sur les 6 milliards de réserves que possédait en mai la Banque de France ont ainsi disparu!

En passant, signalons que les événements de mai suffiraient largement à prouver que les problèmes monétaires — que toutes les bourgeoisies s'évertuent à présenter sous la forme de problèmes techniques ayant leurs lois propres et leurs implications sociales « inéluctables » — sont en réalité le reflet de rapports de forces entre classes sociales. Il a suffit d'une grève générale longue pour bouleverser toutes les données de ce soit-disant problème technique et, en passant, rabattre la morgue de notre Général sur cette question. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement devait prendre des mesures, non pas pour préserver les réserves en soi (elles ne sont qu'un reflet technique) mais pour faire la vie plus belle aux exportateurs (ce qui est une réalité sociale)! Par ailleurs, ces mesures devaient tenir compte de la réalité qui prévalait dans d'autres pays notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre.

III. – PAR QUELS MOYENS LA BOURGEOISIE VA-T-ELLE DEFENDRE SA MONNAIE

La bourgeoisie possède en gros, trois moyens pour - défendre sa monnaie -. Les sacrifices d'une manière ou d'une autre doivent être supportés par la classe ouvrière!

Le premier moyen consiste à faire pression directement sur les coûts intérieurs. C'est le sens des mesures déflationnistes prises récemment qui consistent à freiner la demande intérieure par des restrictions budgétaires et de crédit.

LA DEFLATION INTERIEURE

En effet : si l'on réduit les dépenses du budget de l'Etat, on provoque tout d'abord un blocage du revenu des salariés qui dépendent directement de l'Etat (enseignants, employés, ouvriers des entreprises nationalisées, etc...). Ensuite, on réduit les investissements que peut faire l'Etat, soit directement soit par l'intermédiaire d'entreprises privées travaillant pour lui. De ce fait, on réduit l'activité de ces entreprises et on favorise le chômage qui, à son tour, pèse sur les salaires du secteur concerné. Ces deux éléments sont un premier facteur de diminution des coûts de production intérieurs. Mais, la réduction de l'activité dans un secteur entraine rapidement la diminution de l'activité dans d'autres secteurs, ce qui a pour effet d'amorcer de proche en proche la récession, de peser sur les prix et surtout sur l'ensemble des salaires.

Ainsi, pour « défendre la monnaie » et les marges bénéficiaires de nos exportateurs patriotes on casse l'expansion économique intérieure.

Les mesures de restriction de crédits vont dans le même sens : En rendant plus cher le crédit, on freine d'une part la consommation ouvrière, on casse également l'expansion intérieure et, par la même occasion, on se fabrique un nouvel instrument pour éliminer les entreprises marginales qui ne peuvent survivre qu'avec un crédit bon marché.

Naturellement, cette politique est d'abord payée par le prolétariat atteint directement ou indirectement par la réduction de l'activité économique intérieure, mais aussi, par une partie de la bourgeoisie qui travaille essentiellement pour le marché intérieur et qui voit avec la récession se rétrécir ses débouchés. Mais (sur le plan purement économique) ceci importe peu à la grande bourgeoisie des monopoles dont l'Etat gaulliste est le représentant et le support. En effet, contrairement à l'industrie travaillant pour la demande intérieure, les intérêts principaux des monopoles se trouvent dans la demande extérieure et

les bas prix ... donc les bas salaires ... à l'intérieur. Ainsi donc, la « défense de la monnaie » est un instrument de renforcement de la fraction dominante du capitalisme français.

LA DEVALUATION DU FRANC?

Mais, ces mesures demandent un certain temps pour agir et n'empêchent pas dans l'immédiat la spéculation contre le franc. Pour l'empêcher, il faudrait dévaluer. C'est le deuxième instrument possible de « défense de la monnaie ». Cette solution (dont la technique est décrite ci-contre) permettrait de donner un coup de fouet aux exportations, de freiner les importations et de faire payer le prix de l'opération à la classe ouvrière. Toutefois, elle présente actuellement de nombreux inconvénients. Tout d'abord, elle casse le prestige politique de la bourgeoisie française : de Gaulle parlait, il y a peu, de la dévaluation du... dollar ! Ensuite, elle n'est politiquement pas opportune sur le plan intérieur : compte tenu du degré de sensibilisation de la classe ouvrière après mai, on peut penser qu'une dévaluation aujourd'hui serait accompagnée de graves « trou-bles sociaux »! Enfin, une dévaluation en France entraînerait des dévaluations en chaînes dans le monde notamment dans les pays qui se trouveraient lésés par les mesures françaises et qui, voyant l'équilibre de leur balance de paiement compromis, pourraient prendre des mesures de représailles. C'est tout particulièrement le cas de l'Angleterre, des Etats-Unis et de tous les pays du Marché commun sauf l'Allemagne. La bourgeoisie française sait très bien que si elle met le doigt dans cet engrenage, les risques de contrecoups des désordres monétaires mondiaux risquent de l'affecter dans une mesure impossible à prévoir. C'est pour cela qu'elle refuse de décider seule de la dévaluation de sa monnaie.

LA REEVALUATION DU MARK?

Enfin, une autre mesure pourrait être prise : au lieu de dévaluer le franc, on pourrait réévaluer le le mark. En effet, du fait de la puissance de son industrie, de l'efficacité de son commerce, l'Allemagne de l'ouest tend à devenir le pôle dominant dans le Marché commun. Ce pays draine tous les capitaux en quête de refuge, et le mark est aujourd'hui une des monnaies les plus fortes du monde (parce que la plus demandée). Si l'Allemagne réévaluait sa monnaie, cette mesure aurait pour les autres pays le même effet qu'une dévaluation. C'est notamment le cas pour la France : Les exportations allemandes vers la France seraient freinées et les expor-tations de la France vers l'Allemagne facilitées. Jusqu'aujourd'hui, la bourgeoisie allemande s'est refusée à pénaliser ses industriels par la voie d'une réévaluation. Elle a simplement pris des mesures apparentées à une réévaluation : instauration d'une taxe provisoire à l'exportation et détaxation provisoire des importations. La réévaluation future du mark qui arrangerait bien les bourgeoisies française, anglaise et américaine en leur permettant de transférer dans ce pays les problèmes qu'ils ne manqueraient pas d'avoir avec leur classe ouvrière à la suite d'éventuelles dévaluations dépendra des rapports de forces politiques internationaux. Actuellement, il est difficile de prévoir quelles pourraient être les mesures prises par les gouverneurs des banques centrales des pays intéressés, tant ces rapports sont

Quoi qu'il en soit, il est clair, comme - Rouge - l'avait déjà affirmé dans de précédents numéros, que les pays capitalistes entrent dans une ère de désordres monétaires dont les bourgeoisies tenteront de faire payer les frais à leurs classes ouvrières respectives ou, selon les rapports de force, à la classe ouvrière d'autres pays. L'époque dorée du capitalisme d'après-guerre est révolue. Nous entrons désormais dans une nouvelle période d'instabilité et de crises.

Il est du devoir de tout militant d'avant-garde de comprendre et d'expliquer ce que signifient sur le plan politique et social les mesures techniques qui se cuisinent dans les sphères gouvernementales nationales ou internationales. Il est du devoir de tout militant, de dénoncer les réalités qui se cachent sous le masque des « explications » technocratiques. Il est du devoir de chaque militant, dans la situation conjoncturelle présente, de remplacer le slogan pourri de « défense de la monnaie » par celui de « défense des avantages acquis » !

- A BAS LA HAUSSE DES PRIX. -

« A BAS LE CHOMAGE! » « A BAS LE RE-GIME CAPITALISTE D'EXPLOITATION ET DE MISERE. »